



STRATEGIE REGIONALE D'ACCOMPAGNEMENT DE LA TRANSITION AGROECOLOGIQUE DES SYSTEMES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DE LA REGION ANDROY

**Stratégie élaborée en processus participatif avec les acteurs de la Région
Androy de Mars 2023 à Mars 2024**

Janvier 2025

Cette stratégie, développée en collaboration avec la région ANDROY, a bénéficié :

- De l'appui technique et financier de :



Protection et de Réhabilitation des sols pour améliorer la sécurité alimentaire (ProSol)
Action ProSilience - Amélioration des sols et de l'agroécologie pour des systèmes agro-alimentaires résilients

- De la collaboration de différents Ministères : MINAE, MEDD, MEN, METFP

- Du pilotage et de l'animation de :

RAHARISON Tahina Solofoniaina, Consultant National en Agroécologie et en analyse institutionnelle

- De la participation de divers acteurs de la région

Type d'acteurs	Institutions
Collectivités (CTD)	Région Androy / DID
Services techniques (STD)	DRAE Androy
	DREDD Androy
	DREN Androy
Partenaires Techniques et Financiers	UE
	USAID
Organisations des Nations Unies	FAO
	PAM
	PNUD
	UNICEF
Projets/Programmes	Programme AFAFI Sud
	Projet CASEF
	Projet DEFI
	Projet MIONJO
	Projet PRADA
ONG de développement ONG de sécurité alimentaire, nutritionnelle	ACF
	AIM
	AVSF

ONG d'amélioration de la résilience (communauté, ménages, EA) ONG environnementales	CIP
	CTAS
	CRS
	Global Communities (Food for Education)
	GRET
	SAF FJKM
Structures d'accompagnement et/ou de services	FDA
	ONN - ORN
Sociétés Privés	PHIILEOL (Tsiombe)
	TAZA (Ambovombe)
	Autres
Organisation Paysanne Agriculteurs	TTMR Androy
	OPR Fahasoavagne
Centre de recherche Agricole	CIRAD
	FOFIFA

PLAN DE LA STRATEGIE

LISTE DES TABLEAUX	II
LISTE DES FIGURES	II
LISTE DES PHOTOS	II
LISTE DES ABREVIATIONS	III
RESUME : STRATEGIE REGIONALE DE LA TAE DE L'ANDROY	VI
INTRODUCTION	1
CONTEXTE ET JUSTIFICATION	1
DEMARCHE D'ELABORATION DE LA STRATEGIE ET ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE	2
1 ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE	3
1.1 DES SYSTEMES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES EN CRISE ET DES ENJEUX IMPORTANTS	3
1.1.1 Evolution du système agricole dans la région, et enjeux actuels pour les EAF	3
1.1.2 Des enjeux climatiques et environnementaux	5
1.1.3 Pression démographique	6
1.1.4 Réduction de capacité productive des EA et des moyens d'existence	7
1.2 LES DIFFERENTES STRATEGIES DES ACTEURS FACE AUX ENJEUX	8
1.3 LES ACTIONS AUTOUR DE L'AGROECOLOGIE ET LES POSITIONNEMENTS DES ACTEURS	9
1.4 L'ANALYSE FFOM DES ACTIONS ACTUELLES EN FAVEUR DE LA TAE	12
2 VISIONS COMMUNES ET OBJECTIFS POUR LA TAE	13
2.1 VISION AGROECOLOGIQUE ETABLIE PAR LES ACTEURS POUR LA REGION ANDROY	13
2.2 OBJECTIFS ET ENJEUX CIBLES POUR LA TAE DE L'ANDROY	14
3 STRATEGIE D'ACCOMPAGNEMENT DE LA TAE DE LA REGION ANDROY	15
3.1 ACCOMPAGNEMENT AU NIVEAU DES MENAGES AGRICOLES	16
3.1.1 Sensibilisation, formation technique-thématique et renforcement des capacités	16
3.1.2 Développer et renforcer les dispositifs d'accompagnement éprouvés	18
3.1.3 Accompagner la structuration	18
3.2 ACCOMPAGNEMENT DANS LA GESTION DU PAYSAGE	19
3.2.1 Développer des pratiques d'aménagement et de restauration de paysage	19
3.2.2 Favoriser le développement des blocs agroécologiques	19
3.3 ACCOMPAGNEMENT DE LA CHAINE DES VALEURS ET DES FILIERES AGROECOLOGIQUES	21
3.3.1 Développer une démarche de chaîne des valeurs et filières agroécologiques	21
3.3.2 Valoriser les produits locaux pour la souveraineté alimentaire	27
3.4 ACCOMPAGNEMENT DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE LA REGLEMENTATION	28
3.4.1 Accès aux semences – Dispositifs semenciers SQD	29
3.4.2 Développer la formation à différents niveaux	29
3.4.3 Améliorer le financement de l'agroécologie	32
3.4.4 Renforcer les actions de recherche participative	33
4 STRUCTURE DE GOUVERNANCE PARTICIPATIVE ET SUIVIS-EVALUATION	34
4.1 RENFORCER LA MOBILISATION DES ACTEURS	34
4.1.1 Renforcer les échanges et rencontres entre acteurs	34
4.1.2 Encourager la participation active de différents types d'acteurs	34
4.1.3 Développer une stratégie de changement de comportement	34
4.1.4 Mettre en place des programmes de formation et de partage de connaissances	34
4.2 PLATEFORME DE CONCERTATION ET DE COLLABORATION POUR ANIMER LA SUITE	35
4.3 ASSURER LE SUIVI & EVALUATION A DIFFERENTS NIVEAUX	35
5 CONCLUSION	36
ANNEXE	37
Annexe 1 : Les pratiques adaptées dans la région Androy en lien aux 13 principes de l'AE	37
Annexe 2 : Cadre logique pour la stratégie régionale de la TAE de l'Androy et indicateurs clés	40

Liste des tableaux

Tableau 1: Typologie des EA selon Ouédraogo (2023)	4
Tableau 2 : Les enjeux et les objectifs pour accompagner la TAE	11
Tableau 3 : Analyse FFOM sur l'accompagnement de l'AE et la TAE dans la région Androy	12
Tableau 4 : Différents niveaux d'intervention et de décision pour la TAE	15
Tableau 5 : Démarche proposée pour développer une approche paysage dans l'Androy	21
Tableau 6 : Démarche proposée pour accompagner les filières.....	22
Tableau 7 : Démarche proposée pour accompagner la valorisation des produits locaux, des espèces rustiques et agroécologiques.....	28
Tableau 8 : Etapes pour poursuivre la démarche SQD dans la région.....	29
Tableau 9 : Initiative dans la démarche de jardins scolaires et cantines scolaires	30
Tableau 10 : Démarches proposées pour renforcer les formations à différents niveaux	32
Tableau 11 : Quelques pistes pour renforcer le financement de l'agroécologie	33
Tableau 12 : Démarche pour développer la recherche action (ou recherche participative)	34

Liste des figures

Figure 1 : Processus d'analyse et d'accompagnement de la transition agroécologique	2
Figure 2 : Evolution du système agraire de l'Androy.....	3
Figure 3 : Courbes Isohyètes dans le grand Sud intégrant la Région Androy	5
Figure 4 : Courbe pluviométrique à Ambovombe (2013-2022)	6
Figure 5 : Classe de surface agricole utile dans l'Androy (Raharison, 2024)	7
Figure 6 : Plan d'influence et dépendance entre acteurs de la région Androy	10
Figure 7 : Positionnement des acteurs par rapport aux objectifs de la TAE	11
Figure 8 : Les 13 principes de l'agroécologie	15
Figure 9 : Les besoins en eau des plantes pour le choix des espèces adaptées dans l'Androy	17
Figure 10 : Intégration multithématique et multi-acteurs des actions et synergies à développer	31

Liste des photos

Photos 1 : Pratiques de gestion de fertilité des sols avec des légumineuses dans l'Androy	16
Photos 2 : Evolution du milieu au niveau des blocs agro-écologiques	20
Photos 3 : Surproduction de Mil au niveau des ménages durant l'année 2023 (bonne année pluviométrique)	27

Liste des abréviations

ACF	: Action Contre la Faim
AE	: Agroécologie
AEDES	: Agence Européenne pour le Développement et la Santé
AFAFI	: Programme d'Appui au financement de l'agriculture et aux filières inclusives financé par l'Union Européenne dans le cadre du 11ème FED
AGR	: Activités Génératrices de Revenus
AIM	: Action Inter coopération Madagascar
AROPA	: Projet d'Appui au Renforcement des Organisations Professionnelles et aux Services Agricoles
AVEC	: Association Villageoise d'Epargne et de Crédit
AVSF	: Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
BAE	: Bloc Agro-Ecologique
BDD	: Base de données
BMZ	: Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement)
BNGRC	: Bureau National de Gestion des Risques et de Catastrophes
CASEF	: Projet Croissance Agricole et Sécurisation Foncière
CC	: Changement Climatique
CCI	: Chambre de Commerce et d'Industrie
CEFAR	: Centre et Etablissement de Formation Agricole et Rural
CEP	: Champs Ecole Paysan
CGRN	: Comité de gestion des ressources naturelles
CIP	: Centre International de la Pomme de terre et de la Patate douce
CIRAD	: Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
CISCO	: Circonscription Scolaire
CLG	: Communauté Local de Gestion
CPSA	: Centre de Production de Semences d'Agnarafaly
CRS	: Catholic Relief Services (Services de Secours Catholique)
CSA	: Centre de Services Agricoles
CTAS	: Centre Technique Agroécologique du Sud
CTD	: Collectivités Territoriales Décentralisées
CUMA	: Cultures Maraîchères
DEFI	: Programme de développement des filières agricoles inclusives
DEMC	: Direction de l'Education de Masse et du Civisme
DID	: Directeur des Infrastructures et Développement (de la Région Androy)
DRAE	: Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage (anciennement DRAEP)
DREED	: Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable
DREN	: Direction Régionale de l'Education Nationale
EA	: Exploitation Agricole
EAF	: Exploitation Agricole Familiale
EFTA	: Ecole de Formation des Techniciens Agricole
EPM	: Enquête Périodique auprès des Ménages
FAO	: Food and Agriculture Organization (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)
FDA	: Fond de Développement Agricole
FDAR	: Fond de Développement Agricole Régional

FEFFI	: Farimbon'Ezaka ho Fahombiazan'ny Fanabeazana Ifotony (Caisse Ecole Communautaire)
FFOM	: Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces
FIDA	: Fonds international de développement agricole (IFAD : International Fund for Agricultural Development)
FIDES	: Fonds d'intervention pour le Développement Economique et Social
FOFIFA	: FOibem-pirenena momba ny Flkarohana ampiarina amin'ny Fampandrosoana ny eny Ambanivohitra (Centre National de la Recherche Appliquée au Développement Rural)
GCV	: Grenier Communautaire Villageois
GIZ	: Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Agence de coopération internationale allemande pour le développement)
GPS	: Groupement de Producteurs de Semences
GRET	: GRET, <i>Professionnels du développement solidaire</i> (anciennement nommé Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques)
GSDM	: GSDM, <i>Professionnels de l'Agroécologie</i> (anciennement nommé Groupement Semis Direct de Madagascar)
GVEC	: Groupement Villageois d'Epargne et de Crédit
Hab.	: Habitants
IMF	: Institutions de Microfinance
INSTAT	: Institut National de la Statistique
MACTOR	: Méthode d'Analyse des Stratégie des Actors
MEAH	: Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène de Madagascar
MEDD	: Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MEEF	: Ministère des Eaux et Forêts (MEDD actuellement)
MINAE	: Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
NU	: Nations Unies
OA	: Organismes d'Appui
OEMC	: Office d'Education de Masse et du Civisme
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
ONN	: Office Nationale de Nutrition
OP	: Organisation Paysanne
OPR	: Organisation Paysanne Régionale
ORN	: Office Régionale de Nutrition
PAM	: Programme Alimentaire Mondiale (ou WFP : World Food Programme)
PANLCD	: Plan d'Action National pour la Lutte Contre la Désertification aligné au Plan Cadre Stratégique décennal 2008-2018
PDCO	: Patate Douce à Chair Orange
Plumpy'Nut	: Aliment à base d'arachide utilisé en cas de famine
Plumpy'Sup	: Supplément à l'allaitement maternel et au régime alimentaire habituel
PMS	: Paysans Multiplicateurs de Semences
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PrAda	: Projet d'Adaptation des chaînes de valeur agricoles au changement climatique
PRD	: Plan Régional de Développement
PROSOL	: Projet de Protection et de Réhabilitation des sols pour améliorer la sécurité alimentaire
PTF	: Partenaire Technique et Financier
RM	: Ressources Matérielles
RN	: Ressources Naturelles
RPF	: Restauration des Paysages et des Forets

RRT	: Rapid Rural Transformation
RSE	: Responsabilité Sociale/Sociétale d'Entreprise
SAF/FJKM	: Sampan'Asa momba ny Fampandrosoan / Fiangonan'i Jesoa Kristy eto Madagasikara (Département pour le Développement de l'Eglise de Jésus Christ à Madagascar)
SAMS	: Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence (plateforme d'échanges)
SAP	: Système d'Alerte Précoce
SAU	: Surface Agricole Utile
S&E	: Suivi et Evaluation
SMI	: Système de Micro-Irrigation
SMS	: Short Message Service
SNGF	: Silo National de Graines Forestières
SNRPF	: Stratégie nationale sur la restauration des paysages forestiers et des infrastructures vertes à Madagascar
SOA	: Projet de Structuration des Orientations Agricoles
SOC	: Service Officiel de Contrôle (de semences)
SPC	: Suivi de la Promotion de Croissance
SQD	: Semences de Qualité Déclarée
STD	: Services Techniques Déconcentrés
TAE	: Transition Agroécologique
TTMR	: Tranoben'ny Tantsaha Mpamokatra Rezionaly (Chambre d'Agriculture Régionale)
UE	: Union Européenne
UNICEF	: United Nations International Children's Emergency Fund (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance)
USAID	: US Agency for International Development (Agence Américaine pour le Développement International)
VSLA	: Village Saving and Loans Associations
ZAP	: Zones d'Administration Pédagogique

Résumé : Stratégie Régionale de la TAE de l'Androy

Contexte, justification et processus

Face aux défis environnementaux, climatiques et socio-économiques qui affectent les systèmes agricoles et alimentaires de la région Androy, cette stratégie vise à accompagner la transition agroécologique (TAE) en renforçant la résilience des exploitations agricoles et en développant des solutions durables. La région Androy est en effet confrontée à une crise agricole et alimentaire aggravée par la variabilité et le changement climatique avec des périodes fréquentes de sécheresse, la dégradation des sols, la pression démographique et la vulnérabilité des exploitations agricoles. Les politiques publiques sont souvent sectorisées et principalement axées sur des aides humanitaires à chaque crise, ne permettent pas une transition efficace vers un système agricole et alimentaire durable. L'agroécologie est identifiée comme une solution clé pour améliorer la sécurité et la souveraineté alimentaire, l'adaptation au changement climatique et la résilience des exploitations agricoles familiales.

Cette stratégie régionale a été élaborée à travers un processus participatif impliquant des institutions publiques, des collectivités territoriales, des ONG, des chercheurs, des acteurs privés, des organisations paysannes et des agriculteurs.

Vision et Objectifs

D'ici **2035**, la région Androy vise à généraliser des pratiques agroécologiques durables, à renforcer la souveraineté alimentaire locale et à structurer des chaînes de valeur agroécologiques. Cette stratégie vise plus spécifiquement à renforcer la **résilience** et le **NEXUS « humanitaire, développement, paix »**.

Le développement de ce Nexus passe par l'orientation des actions vers des démarches de développement, autant que possible même dans les appuis d'urgence et les aides humanitaires. Pour cela, il est important de développer des démarches combinant les moyens et les dispositifs d'aides humanitaires et les accompagnements de l'agroécologie plus résiliente et visant le développement durable.

Axes Stratégiques d'Intervention

Afin de renforcer la résilience et le NEXUS humanitaire et Développement, quatre niveaux d'interventions et de décision sont ciblés.

1. **Accompagnement des ménages agricoles** : L'objectif est d'améliorer les pratiques à l'échelle des EA pour garantir leur viabilité économique, écologique et sociale.

Il s'agit d'assurer la formation technique, mener des sensibilisations et accompagner les agriculteurs sur les pratiques agricoles et alimentaires éprouvés dans la région : amélioration de la fertilité des sols (diversification des cultures intégrant les légumineuses), intégration agriculture-élevage, lutte intégrée contre les maladies et ravageurs, lutte contre le changement climatique en mobilisant des espèces et variétés rustiques et résilientes, développement des activités génératrices de revenus qui renforce la participation des femmes.

Il est aussi proposé à ce niveau de renforcer les dispositifs d'accompagnement éprouvés : site de référence ou site vitrine, champs écoles paysans, développement des outils pédagogiques et des outils de diffusion, le développement de l'approche « paysan-paysan » dans la diffusion, et des centres de formation agroécologiques.

Enfin, il a été aussi proposé de renforcer la structuration des agriculteurs.

2. **Gestion du paysage et des ressources naturelles** : A ce niveau, l'objectif est de gérer durablement les ressources naturelles à l'échelle du territoire pour renforcer la résilience globale.

Il s'agit de développer les moyens de lutte contre la désertification et la conservation des sols à travers des mécanismes multi-sectoriels comme la restauration des paysages et des forêts.

Les initiatives de développement des blocs agroécologiques sont à renforcer et à accompagner, à travers des appuis communautaires et des appuis techniques.

- 3. Développement des chaînes de valeur** : Ce niveau d'intervention, moins développé dans la zone est à renforcer avec des objectifs de restructuration des chaînes de valeur pour soutenir les produits agroécologiques et les produits locaux, générer de la valeur ajoutée (y compris la transformation) et les valoriser dans les dispositifs d'aides humanitaires.

Il s'agit de développer des démarches de chaînes des valeurs pour les principales filières : mil et sorgho, plantes à tubercules (patate douce et manioc), légumineuses, arbres et arbustes. Il s'agit d'assurer les renforcements techniques sur les pratiques agroécologiques, d'assurer l'organisation des filières (accès aux intrants, marché des produits agroécologiques et rôles des acteurs, transformation). Chaque filière a ses propres spécificités à prendre en compte pour le cas du Sud-Est avec des mécanismes d'accompagnement à développer conciliant les dispositifs d'aides humanitaires et le développement.

Il est aussi proposé de valoriser les produits locaux pour la souveraineté alimentaire. Il est important de cibler différents niveaux pour cela : i) Valorisation des produits au niveau des ménages, ii) Stockage des produits au niveau communautaire, iii) Organisation spatiale pour le stockage et distribution interrégionaux ou intercommunaux, iv) Constitution d'un stock de souveraineté alimentaire au niveau de la région.

- 4. Appui aux politiques publiques** : L'objectif à ce niveau est de créer un environnement propice à la transition agroécologique grâce à des cadres institutionnels, financiers et éducatifs adaptés. Il s'agit de développer des politiques adaptées pour soutenir l'agriculture durable et assurer la souveraineté alimentaire, en conciliant les dispositifs d'aides humanitaires à des dispositifs de résilience et de développement

Il est important de faciliter l'accès aux semences résilientes et valorisant les ressources locales. La démarche SQD est plus spécifiquement à continuer et à renforcer.

Il est important de développer la formation en agroécologie à différents niveaux, en mobilisant l'université et les centres existantes. Ici, il a été plus spécifiquement proposé de concilier les démarches d'intégration de l'agroécologie en milieu scolaire, les programmes de jardins scolaires et les programmes de cantines scolaires. Il est important de valoriser les produits issus des démarches agroécologiques dans les cantines scolaires.

Il est important de renforcer le financement de l'agroécologie, en le priorisant dans les programmes du FDAR, ou en développement les mécanismes d'épargne communautaire (type AVEC, GVEC, VSLA...).

Les actions de recherche-participative sont plus particulièrement à renforcer, en soutenant les liens recherche-développement dans la définition des thématiques, dans la mise en œuvre et dans les partages des résultats.

En axe transversale, il est important d'améliorer la gouvernance territoriale via des espaces de concertation, de partage de connaissances et de réflexions communes (groupe de travail multithématiques et multi-acteurs) et de suivi-évaluation.

Cette stratégie ambitionne de transformer durablement le modèle agricole de la région Androy en favorisant des systèmes résilients et inclusifs. Sa mise en œuvre repose sur une collaboration étroite entre les acteurs locaux, les bailleurs de fonds et les institutions publiques afin d'assurer un développement durable et équitable.

Introduction

Contexte et justification

Les systèmes agricoles et alimentaires font face à des défis de durabilité. L'agroécologie (AE) est identifiée comme une voie prometteuse pour répondre à ces enjeux. Le processus de transformation vers une transition agroécologique (TAE) est ainsi souhaité, analysé et accompagné dans ce sens. Les analyses des politiques publiques au niveau national ont montré différents constats.

Les politiques publiques et l'action publique (acteurs, réseaux, dispositifs d'accompagnement et de mise en œuvre) sont très sectorisées. Les domaines du développement durable sont traités séparément : i) les actions de développement agricole prônent la vision modernisatrice de l'agriculture et une approche productiviste, à travers les grandes exploitations modernisées (agriculture intensive, mécanisation), ou de la révolution verte ; ii) les actions de protection de l'environnement et des ressources naturelles sont fortement orientées autour des aires protégées (forêt, faunes et flores sauvages) ; iii) les actions de sécurité alimentaires, nutritionnelles, de gestion et réduction des risques et catastrophes naturelles, ciblent fortement les zones et les exploitations vulnérables, à travers des actions d'urgence.

Les initiatives alternatives portées par l'AE sont nombreuses mais cloisonnées et éparpillées. A Madagascar, un pays sous régime d'aide, elles se traduisent par une multitude de projets, souvent limités à des temporalités courtes (généralement cinq ans) et des zones restreintes (une dizaine de communes), avec un manque de coordination et de continuité d'actions. Les nombreux acteurs impliqués (partenaires bilatéraux, multilatéraux, ONG, société civile, institutions de recherche) ont des visions et des intérêts parfois divergents, entraînant un manque d'efficacité global : chevauchements, redondance des activités, faible mutualisation ou valorisation des résultats.

Ces facteurs freinent le passage à l'échelle des initiatives agroécologiques, rendant difficile leur intégration dans les politiques publiques. Les projets ont un impact limité dans le temps et l'espace, et leur diffusion au-delà de leur cadre initial est quasi inexistante. Ainsi, la vision dominante de l'agriculture intensive reste prépondérante dans les politiques publiques, éclipsant les approches durables. Face à ces multiples constats, il est important de :

- **Renforcer la coordination** entre les acteurs et les projets pour mutualiser les efforts et réduire les redondances.
- **Développer une approche territoriale** et intégrée, réunissant les dimensions multi-acteurs, multi-sectorielles et multi-échelles. Cette approche vise à mieux structurer les dispositifs et mécanismes d'accompagnement de la transition agroécologique (TAE).
- **Impliquer les acteurs locaux opérationnels** et ne pas se limiter à des actions symboliques ou des plaidoyers auprès des décideurs politiques.
- **Favoriser une transformation ascendante**, basée sur la mobilisation des territoires, pour garantir des solutions adaptées au contexte local et durablement ancrées.

Selon Anderson et al. (2021), **la base essentielle pour la transformation des systèmes alimentaires devrait passer par une pratique profondément politisée et collectivisée de la construction d'une AE du bas vers le haut.**

Ce document, élaboré pour répondre à ces différents points, constitue une **stratégie régionale pour accompagner la TAE des systèmes agricoles et alimentaires de la région ANDROY**. Il a permis d'enrichir **le Plan Régional de Développement (PRD) de l'Androy** dans sa phase de réactualisation récente, en contribuant à renforcer la durabilité des systèmes agricoles et alimentaires de la région Androy.

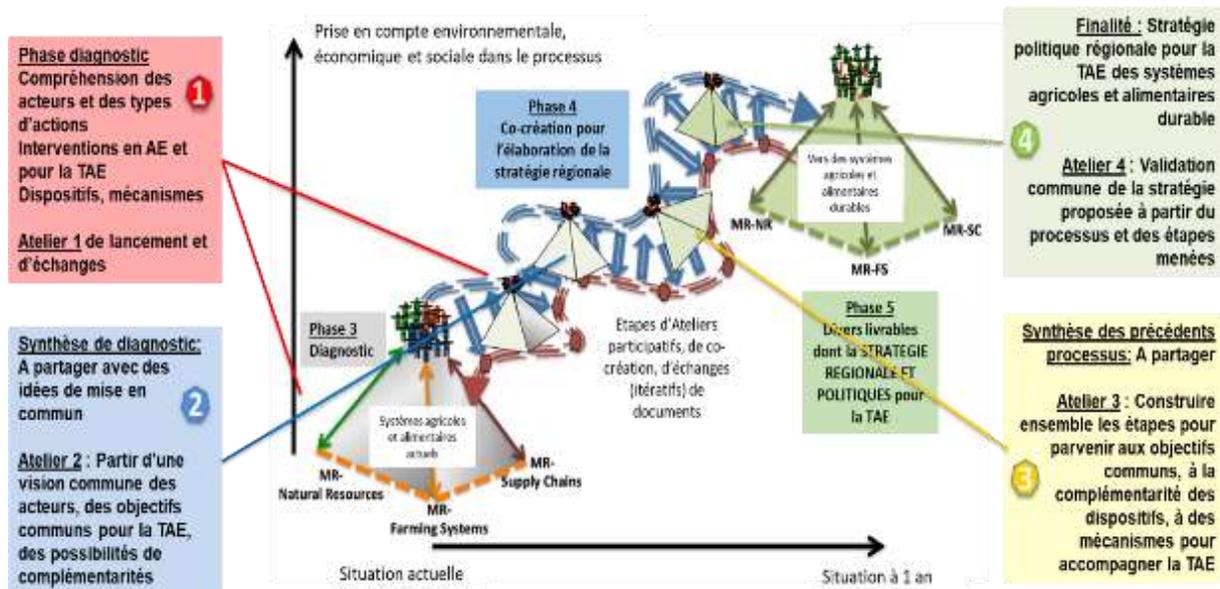
Démarche d'élaboration de la stratégie et analyse de la situation actuelle

Cette stratégie est issue d'une démarche participative de co-création « territorialisée », multisectoriels, multi-acteurs, avec les acteurs de la région Androy (cf liste en supra).

Le processus au niveau territorial (région Androy) a pour finalité de mettre à la disposition des décideurs et des acteurs des propositions de stratégie et de mécanismes pour accompagner la TAE vers un système alimentaire durable au niveau de la région ANDROY.

La démarche et le processus de mise en œuvre, expliqués dans le schéma ci-dessous, ont été mené en différentes étapes.

Figure 1 : Processus d'analyse et d'accompagnement de la transition agroécologique



Source : Adapté de Duru, Therond et Fares (2015)

Les interactions entre les différents acteurs ont été développées dès la phase de diagnostic jusqu'à la validation de la stratégie régionale. La démarche est composée de 04 étapes clés :

- Etape 1 – Diagnostic : compréhension des systèmes agricoles et alimentaires, des types d'actions et des interventions en faveur (ou non) de l'AE et de la TAE, des dispositifs et mécanismes développés par chaque acteur, avec un premier Atelier de lancement, de partage d'information, d'échanges et d'analyses des rôles des acteurs dans l'accompagnement de la TAE.
- Etape 2 – Atelier participatif de partage des résultats de diagnostics, et développement d'une vision commune des acteurs, et sur les possibilités de complémentarités dans les actions et les mécanismes à développer.
- Etape 3 : Atelier participatif pour la construction de la trame de stratégie régionale pour la TAE, valorisant les acquis des précédentes étapes, et permettant une première proposition de stratégie (version provisoire). Cette version provisoire a été mobilisée par la région Androy pour enrichir le PRD de la région.
- Etape 4 : Validation de la stratégie régionale pour accompagner la TAE des systèmes agricoles et alimentaires de la région Androy. Cette validation permettra d'avoir un document final à proposer aux décideurs régionaux, mais aussi nationaux, les bailleurs de fonds et les acteurs de l'ensemble des systèmes agricoles et alimentaires.

1 Analyse de la situation actuelle

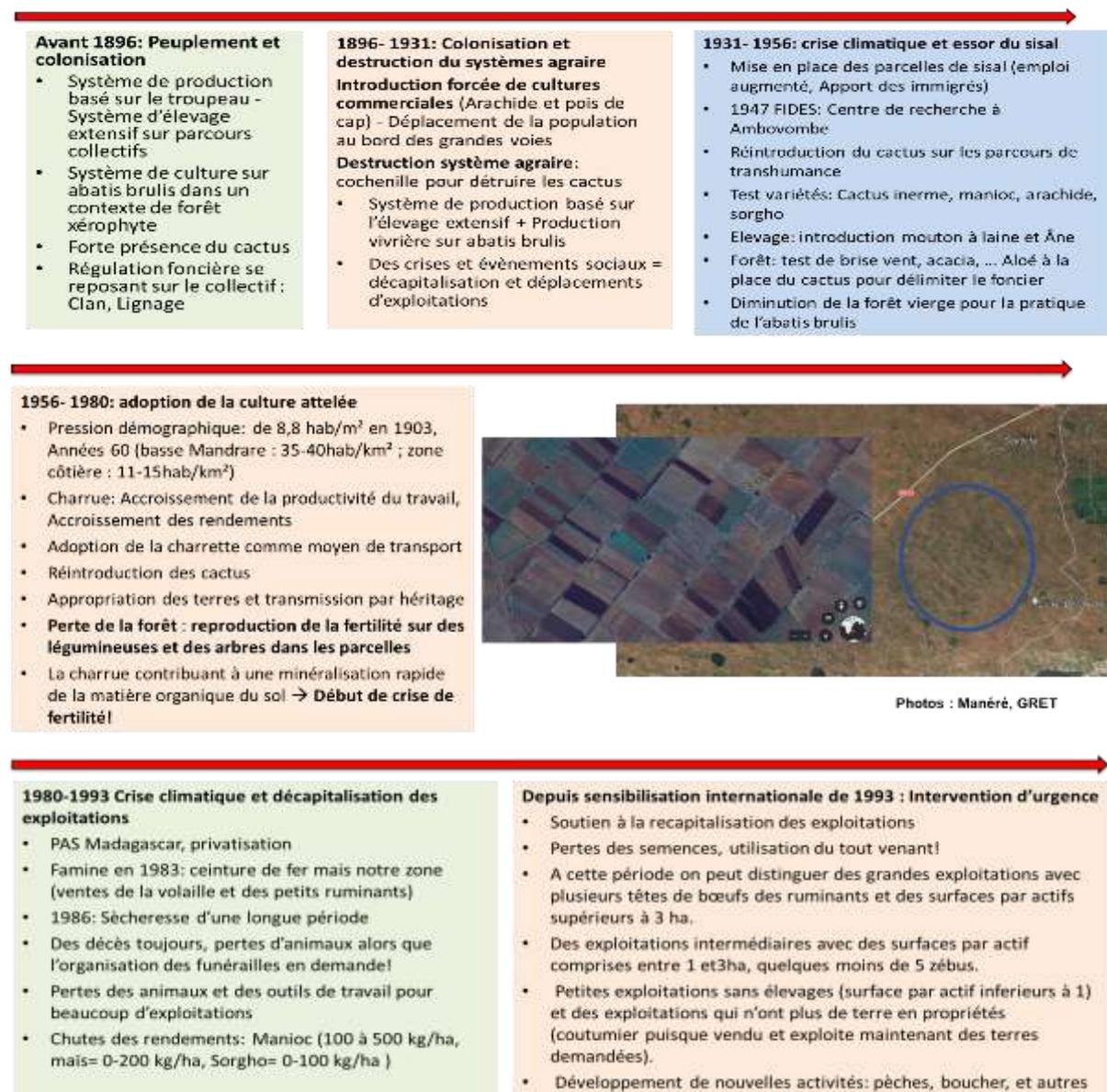
1.1 Des systèmes agricoles et alimentaires en crise et des enjeux importants

Cette stratégie, en complément des documents stratégiques existants (PRD), se focalise sur les systèmes agricoles et alimentaires dans la région de Androy. Il est dans ce cadre important de souligner l'évolution des systèmes et les enjeux actuels pour une stratégie bien ciblée.

1.1.1 Evolution du système agraire dans la région, et enjeux actuels pour les EAF

L'évolution du système agraire donne des éléments de trajectoire d'évolution de la valorisation du milieu et des systèmes de production. Ces éléments de l'histoire agraire de l'Androy ont été principalement issus d'une étude récente de Ouédraogo (2023), et complétés avec d'autres études (Guérin, 1969 ; Harioly, 2018 ; GRET, 2009).

Figure 2 : Evolution du système agraire de l'Androy



Au début, des groupes d'éleveurs du Sud-ouest et de l'Ouest de Madagascar ont marqué les premières occupations, suivis de nombreuses invasions successives de l'ouest, de l'est, du plateau central, à partir du XVIIème siècle. Le système de production était basé sur l'élevage

extensif, dépendant des ressources locales adaptées à la sécheresse (cactus), et les systèmes de cultures étaient caractérisés par des cultures vivrières sur abatis brûlis.

Durant les premières décennies de la colonisation, le système a été transformé par des cultures commerciales (arachide et pois du cap) pour intégrer l'économie marchande, et accompagné de l'instauration des impôts et des corvées. Les cactus, servant de refuge de la population autochtone (pour refus de paiement d'impôt) ont été détruits par l'introduction de chenille coccinelle sous prétexte de libérer des espaces cultivables. L'impact fut énorme après disparition des cactus (principale source d'eau) avec des pertes humaines et des pertes énormes de cheptel (de l'ordre de 100 000 à 300 000 têtes) (Ouédraogo, 2023). Avec des périodes de difficultés climatiques, et des difficultés d'adaptation, cette période a été marquée par le début des migrations hors de la zone.

La deuxième moitié de la colonisation a été caractérisée par le développement à grande échelle de la culture commerciale (d'exportation) de sisal. L'administration coloniale a mis en place le FIDES (Fonds d'intervention pour le Développement Economique et Social) pour conduire des actions de développement, ainsi qu'une station pour la recherche dans plusieurs domaines. La diversification des systèmes de culture et d'élevage (arachide, sorgho, pois du cap, manioc, ricin, moutons à laine, chèvre, âne, etc.) tout en réintégrant le cactus inerme.

La fin et l'après colonisation a été caractérisée par un fort accroissement de la population et des demandes en nourriture. La réduction des arbres a favorisé le début de la crise de fertilité des sols. Des soutiens à l'agriculture ont été menés à travers des projets (FAO, coopération allemande) par le développement de matériels attelés (charrue, charrette), l'aménagement de l'espace et l'attribution des terres (aménagements rectangulaires assez marquants - figure ci-dessus), l'introduction de nouvelles espèces cultivées (maïs, eucalyptus). La période a été aussi marquée par l'augmentation de la productivité du travail, et la fin de l'abatis brûlis.

Ainsi, cette région a été marquée par des difficultés climatiques récurrentes, des cycles de crise et de décapitalisation des agriculteurs, accentués par la destruction du milieu naturel, des arbres et des espèces adaptées. Depuis l'année 1993, une sensibilisation internationale a suscité la mise en œuvre d'actions humanitaires, et dès lors, la zone a été devenue la zone privilégiée des appuis humanitaires et des aides d'urgences à Madagascar.

La pression démographique se fait de plus en plus sentir, et les propriétés se sont atomisées. On constate également une difficulté d'accès des EAF (exploitations agricoles familiales) aux ressources foncières. Il reste très peu de friches et toutes les terres sont pratiquement cultivées. Les exploitations agricoles ont évolué et actuellement, 5 types ressortent et dont les caractéristiques sont les suivants :

Tableau 1: Typologie des EA selon Ouédraogo (2023)

Typologie	Caractéristiques
Type 1 - Exploitations polyculture poly élevage	Plus de 2 ha/actif, 1 ou 2 paires de bœufs + 5 zébus, charrue, charrette, production de semence, MO, entraide, capacité de stocker les récoltes pour de meilleurs prix
Type 2 - Moyennes exploitations à traction animale	SAU comprise entre 0,5 et 2 ha/actif, accès à la charrue en propriété ou location, Ovins, caprins, volaille
Type 3 - Exploitations à élevage porcin	SAU comprise 0,25 et 0,6, l'activité d'élevage porcin représente une bonne partie du revenu agricole, emploi main d'œuvre salariée temporaire + Ovins, caprins, volaille
Type 4 - Petites exploitations décapitalisées	Pas de zébu, Pas de charrue, pas de charrette, mais peut avoir accès grâce à la famille, production vivrière, ruminant et/ou volaille
Type 5 - Petites exploitations sans terre	SAU comprise entre 0,12 et 0,6 ha/actif, exploitations qui ont perdu leurs animaux et terre suite à des crises (Funérailles, Kéré...), petits lopins obtenus avec d'autres agriculteurs valorisés à travers des associations complexes en fonction de l'accès aux semences, Activité d'élevage faible, Main d'œuvre pour les autres types

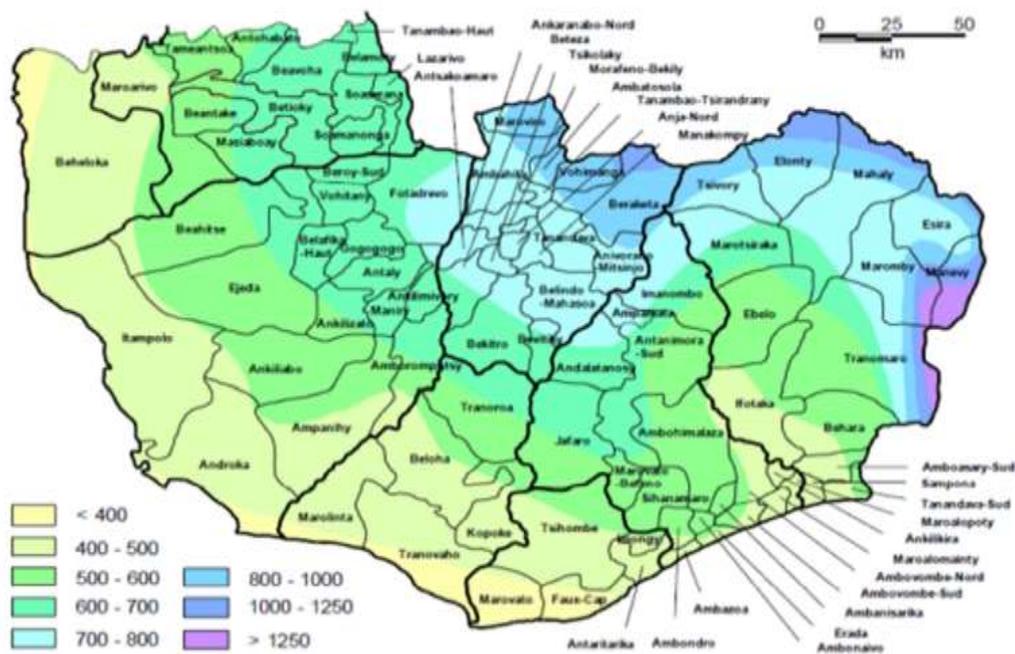
1.1.2 Des enjeux climatiques et environnementaux

Lors des entrevues et durant les ateliers, les enjeux liés à la sécurité alimentaire sont souvent cités par les acteurs en lien à de multiples enjeux et défis.

Phénomène climatique complexe

La région Androy, et globalement la région Sud de Madagascar, est sujette à des mécanismes et phénomènes climatiques assez complexes. D'abord, un effet fœhn¹, provoqué par la chaîne de montagnes Anosien à l'Est de la région, est à l'origine de vent chaud et sec qui souffle vers l'ouest et qui est à l'origine de la faiblesse des précipitations dans la zone, de l'ordre de 300 à 600 mm par an à l'Ouest de la chaîne de montagne, pendant que la zone Est reste humide, de 1 330 mm en moyenne par an, et qui peut être considéré comme sahélien dans les secteurs les plus secs du littoral avec moins de 400 mm (Bidou, Droy, 2007). Cette situation est aggravée par les sécheresses provoquées par l'effet du vent El Niño² cyclique dans la zone, et dont l'ampleur est de plus en plus sévère depuis quelques années.

Figure 3 : Courbes Isohyètes dans le grand Sud intégrant la Région Androy



Source : SAP Madagascar/AEDES/UE, Janvier 2002

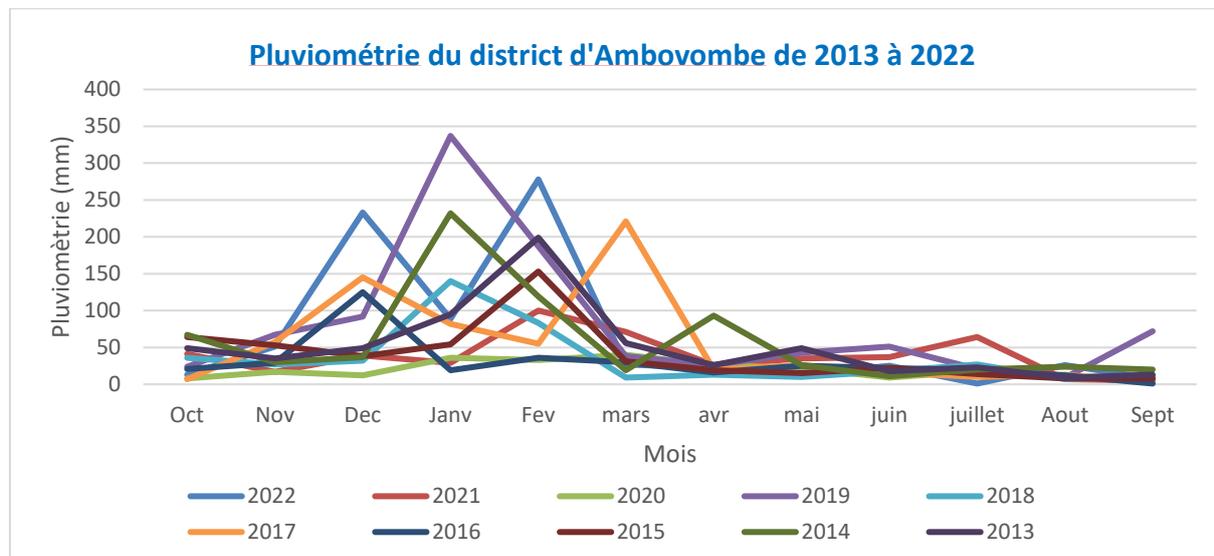
Ces phénomènes favorisent des variabilités climatiques interannuelles (quantité et répartition). Contrairement à des courbes de pluviométrie dans différentes autres zones à Madagascar, Les données climatiques dans le district d'Ambovombe (capitale de l'Androy) montrent bien

¹ Effet de fœhn : Il résulte de la rencontre d'une masse d'air humide et d'un relief. Le vent dominant pousse la première au-dessus du relief créant des condensations propices aux précipitations. Quand la masse d'air redescend sur le versant opposé, elle se retrouve asséchée. C'est ce qui se passe avec les alizés d'Est qui, après avoir franchi la partie méridionale de la façade orientale, redescendent asséchés vers le canal de Mozambique.

² El Niño est un phénomène climatique caractérisé par des températures anormalement élevées de l'eau dans la partie est de l'océan Pacifique sud. Les années El Niño sont associées à des températures caniculaires mondiales. Ce phénomène perturbe les schémas météorologiques mondiaux, entraînant des conditions climatiques extrêmes dans de nombreuses régions. Madagascar subit les effets.

cette variabilité. Pendant la période de pluie de novembre à Mars (parfois avril), il n'y a pas de tendance nette de pluie suffisante (avec toujours des trous pluviométriques).

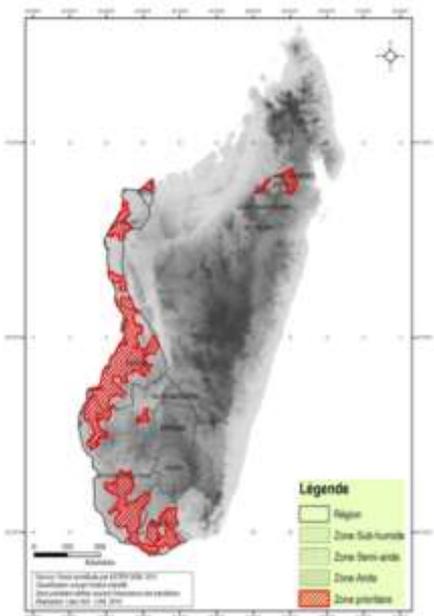
Figure 4 : Courbe pluviométrique à Ambovombe (2013-2022)



Source : Ouédraogo (2023) à partir des données du Service de la Météorologie

Dégradation du milieu : environnement et sol

Lors du Faosa (saison d'août à octobre), les vents sont souvent très violents, et conduisant à un assèchement des sols et à leur dégradation par érosion éolienne. Les sables peuvent être transportés sur de grandes distances. Les sols blancs laissent parfois apparaître des affleurements calcaires (rochers, coquillages), tandis que les sables roux sont recouverts de sable blanc. De plus, le déplacement des dunes est important et gagne progressivement sur les parcelles plus à l'intérieur des terres, ruinant les cultures en quelques jours. Cela constitue une forme de dégradation du milieu, et notamment de l'environnement et du sol. Le maintien des dunes fait partie des priorités régionales dans le domaine des actions environnementales.



Dans la figure (ci-contre), selon le PANLCD/MEEF (2015), la région Androy dans son ensemble fait partie des zones touchées par la désertification à Madagascar. Selon ce plan d'action national : « La désertification désigne la dégradation des terres dans les zones subhumides arides, semi-arides et subhumides sèches par suite de divers facteurs, parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines ». La région fait donc partie des zones prioritaires aux actions de lutte contre la désertification et la dégradation des terres.

1.1.3 Pression démographique

La croissance démographique constitue un enjeu majeur de la région Androy, qui accentue les défis du développement actuel. Le taux d'accroissement annuel de la population pour la Province de Toliara, intégrant la Région Androy est de 3,3% entre 1975 et 2018 (3% entre 1975 et 1993 et 3,5% entre 1993 et 2018) (INSTAT, 2020), donc un fort accroissement démographique ces 30 dernières années et parmi les plus importants à Madagascar.

Pour cette région, la densité de la population est de 47,5 Hab/km² dans l'ensemble, avec 134,1 Hab/km² en zone urbaine, et 44,5 Hab/km² en zone rurale (INSTAT, 2020). La répartition au niveau de la région est aussi inégale, car historiquement, la majorité de la population s'est installée sur les littoraux dans la zone sédimentaire. La bande littorale a une très forte densité tandis que dans la partie nord, la densité de la population est faible, due à des vagues de migration vers le littoral à la suite des années successives de sécheresse et de crise alimentaire de 1930, 1943 et 1956 (Rasolofoa et al., 2014).

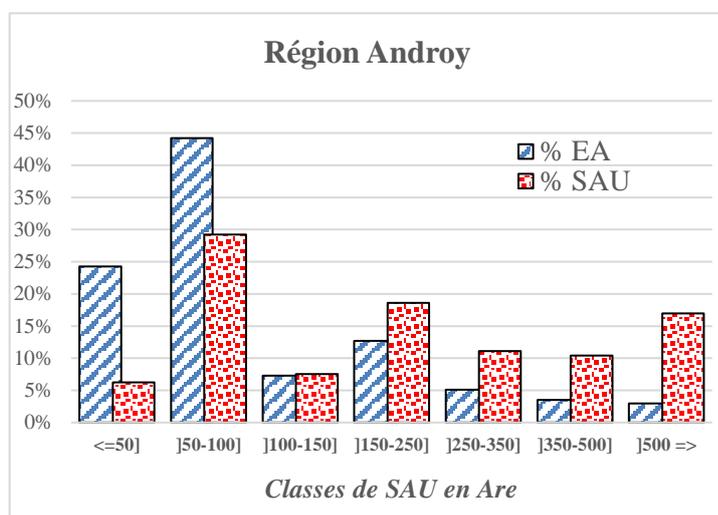
1.1.4 Réduction de capacité productive des EA et des moyens d'existence

La pression démographique a entraîné une appropriation du foncier et la mise en culture de la plupart de la surface cultivable. L'utilisation de la charrue dans la zone a entraîné progressivement une destruction des haies afin d'agrandir les parcelles.

Capacité productive des EA

Sur la base d'enquête en 2017-2018 (Raharison, 2024), la superficie moyenne est de 1,42 ha par ménage mais avec une forte variabilité (coefficient de variation : 112%).

Figure 5 : Classe de surface agricole utile dans l'Androy (Raharison, 2024)



Un peu moins de 25% des EA disposent de très petites surface (moins de 50 ares). 76% des EA restent de petites exploitations selon la classification de l'EPM en 2010. Il faut noter que celles ayant plus de 1,5 ha, qui représentent 24% disposent de 57% des surfaces agricoles dans les zones d'enquêtes.

Les exploitations agricoles de l'Androy sont dans des systèmes de polycultures.

En matière d'élevage, jadis réputée comme une zone d'élevage de zébus, la réduction drastique des

zones de pâturage et l'accentuation de l'insécurité (vols des zébus) ont fortement impacté l'activité d'élevage qui s'est fortement réduite.

L'accès aux semences constitue aussi un enjeu important auquel les agriculteurs sont confrontés (le passage à des périodes difficiles rend difficile le maintien des semences au profit des besoins alimentaires, mais aussi en lien aux problématiques de stockage avec les insectes). Selon Ouédraogo (2023), les grandes exploitations ont la possibilité de conserver la semence pour l'année suivante, tandis que les moyennes et les petites n'ont très souvent pas cette possibilité. Au moment de la mise en place des cultures, ils sont très souvent obligés de demander aux autres agriculteurs ou attendre les dons des projets de développement.

Enjeux de sécurité alimentaire et de moyens d'existence

Les différents facteurs et enjeux cités ci-dessus rendent les exploitations agricoles très vulnérables. En effet, les vagues de sécheresses, qui coïncident avec la période des semis agricoles ou durant la période de culture, et combinées avec des attaques d'insectes (criquets, chenille légionnaires, etc.), impactent les récoltes. Le déplacement des dunes et l'érosion éolienne peuvent également être à l'origine de l'anéantissement des cultures et parcelles agricoles, et toucher les habitations et les infrastructures hydrauliques (Violas et al., 2018). Beaucoup de travaux dans le Grand Sud, l'intégralité des travaux selon Gondard-Delcroix et al. (2023), font état d'un contexte agro climatique défavorable à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. Ces facteurs souvent combinés affectent la vie et les moyens d'existence d'une

population vivant déjà dans une pauvreté extrême, et surtout dans une région où la consommation et les revenus des ménages dépendent quasi exclusivement de l'activité agricole (Gondard-Delcroix et al., 2023). L'analyse de Bidou et Droy (2007) montre que quel que soit le niveau de pauvreté, les ménages ont à résister à la fois à une série de mauvaises récoltes et à de fortes hausses des prix alimentaires, voire à une pénurie dans l'approvisionnement. Cet enjeu est donc crucial dans la zone.

1.2 Les différentes stratégies des acteurs face aux enjeux

Comme évoqué ci-dessus, la région fait face à de multiples enjeux climatiques et environnementaux, démographiques, capacités productives, sécurité alimentaire et moyens d'existence. Les acteurs ont différentes stratégies pour faire face à ces enjeux :

Pour les ménages agricoles

Les ménages agricoles s'adaptent à leur situation et les conditions du milieu et exploitent au maximum les ressources existantes.

Par rapport au changement climatique et aux variabilités climatiques, où la répartition de pluie est très aléatoire, les agriculteurs procèdent souvent aux semis à chaque pluie qui tombe et sans calendrier précis. Si les conditions pour la suite sont bonnes, il y aura de bonne récolte. Si le semis est suivi de trous pluviométriques, rendant aléatoire le développement des plants, le rendement diminue. Si les plantes se développent peu, elles servent à l'alimentation animale, et si elles ne se développent pas du tout, il y aura de ressemis.

Les systèmes de production sont également basés sur des espèces très rustiques (Raketa, sisal, manioc, autres plantes rustiques). D'après Raharison et al. (2018), les Raketa dominent très largement 88% des haies des champs (regroupement de parcelles - pratiques assez courantes) et destinées au-delà des protections des cultures à l'alimentation animale. En période de soudure, les graines sont également consommées. Le sisal occupe aussi les Haies, et une fois séchée, il représente une source d'énergie pour 29% des répondants.

Les agriculteurs sont aussi obligés d'entrer dans des logiques ou spirale de capitalisation-décapitalisation. Ils capitalisent en bonne année et décapitalisent en année difficile. Par ordre de priorité de décapitalisation et suivant la sévérité des dégâts en année difficile, les ustensiles sont les premiers à être décapitalisés, suivis des bijoux et des animaux (les zébus sont vraiment les derniers recours).

Parmi les stratégies pour la résilience, les migrations temporaires (recherche d'argent hors de la zone) ou parfois définitives (une fois des zones perçues stables) sont aussi de plus en plus notées.

Pour les opérateurs économiques

Les opérateurs économiques, constitués principalement par des collecteurs, tournent dans une logique de ciblage des opportunités de marché et de maximisation de profit (achat des produits à des prix très bas).

Des opérateurs économiques développent des actions autour des produits exportés ou des produits de consommations locales ou pour le marché national. Les exploitations de type régies n'existent que sur des produits spécifiques (type Sisal).

Pour les actions de développement et les politiques publiques

Les différents enjeux cités ci-dessus sont reconnus de façon unanime par les acteurs comme principaux enjeux pour le développement du Sud, d'après les entrevues. C'est aussi les enjeux évoqués d'après la capitalisation récente des actions de développement dans le Sud (Gondard-Delcroix et al., 2023), en rajoutant d'autres difficultés multidimensionnelles à savoir l'isolement politique et géographique de la région et les difficultés d'accès aux ressources

vitales (eau, nutrition, santé), le potentiel économique encore limité, le délaissement par l'Etat et les facteurs socio institutionnels.

Le Sud de Madagascar a connu de nombreux épisodes d'insécurité alimentaire, conduisant à de **multiples interventions et soutiens des institutions nationales et internationales de l'urgence et du développement**. Bien qu'il y ait beaucoup de débats et de confrontation de visions autour des actions d'urgence et de développement, les actions humanitaires et d'urgence semblent prendre le dessus dans les orientations régionales. Cela est notamment marqué dans l'histoire agraire depuis la sensibilisation internationale de 1993. Et encore plus récemment, la situation d'urgence alimentaire a été décrétée pour le Sud de Madagascar. Comme exemple, le rapport d'Amnesty international (2021) tire la sonnette d'alarme et fait appel à la mobilisation nationale et internationale pour satisfaire les besoins vitaux en alimentation et en eau des populations.

Depuis 2005, et malgré les changements de régimes politiques, les actions de développement ont tourné autour de l'accès à l'eau, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, des actions autour du changement climatique, et des actions de développement agricole (agriculture, élevage et pêche). Seul les outils et les méthodes ont connus de changement.

Les années 2014-2019 ont été aussi marquées par le renforcement de l'accès aux services agricoles avec la création des FRDA et des CSA au niveau national et dans différentes régions.

Dans cette région, les actions environnementales restent encore assez limitées, avec peu de moyens investis, en orientant plus spécifiquement les actions dans la protection des dunes, des actions limitées de reboisement, et des actions de protection des ressources naturelles, notamment des faunes et flores sauvages et spécifiques à la région.

1.3 Les actions autour de l'agroécologie et les positionnements des acteurs

Les actions autour de l'AE ont été déjà initiées depuis 2005 avec des tests des systèmes d'agriculture de Conservation avec le GRET et le GSDM, et se sont intensifiées en 2012 dans le cadre du projet SOA et la création du CTAS. Actuellement, l'AE est de plus en plus connue pour contribuer à la résilience des EA et à l'adaptation au changement climatique.

Dans cette zone, d'après les éléments chiffrés (référentiel des blocs agroécologiques du CTAS en 2024), les actions de diffusion de l'agroécologie toucheraient dans les environs de 10.000 ménages agricoles, qui concernent les actions du CTAS mais sans compter les actions d'autres partenaires. Bien que cela avance vers une mise à l'échelle, comparé aux nombres des ménages de la région, cela reste encore assez limitée, d'où cette stratégie pour accompagner la transition agroécologique des systèmes agricoles et alimentaires.

Dans cette partie, nous allons analyser les facteurs institutionnels favorisant ou limitant le développement de l'AE. Quelques éléments clés sur la perception par les acteurs, les relations de pouvoirs dans les actions de développement durable et les positionnements des acteurs autour de l'agroécologie. Cette analyse a été menée durant la phase de diagnostic et aussi durant le premier Atelier (sous forme de travaux de groupe). Ces éléments sont importants pour orienter les stratégies d'accompagnement de la transition agroécologique.

□ Vision de l'Agroécologie

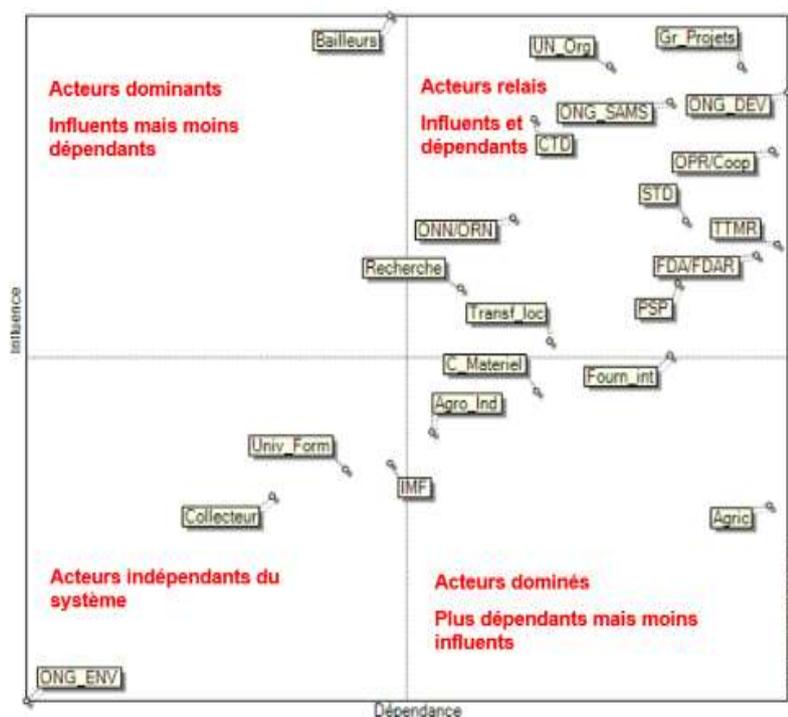
D'après les échanges avec les acteurs, l'agroécologie est principalement prise comme des pratiques et systèmes agricoles (presque 100% des acteurs). Il y a une forte reconnaissance de l'AE dans le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et dans l'adaptation au changement climatique. Cela induit une reconnaissance de l'agroécologie comme une solution face aux défis et aux enjeux de la région. Par contre, l'Agroécologie n'est pas du tout prise en compte dans les réflexions pour les systèmes alimentaires durables, notamment dans les réflexions autour de la souveraineté alimentaire.

Quant au concept de transition agroécologique le terme n'est pas du tout mobilisé même par les acteurs impliqués dans l'agroécologie.

□ Influence et dépendance entre acteurs

Les influences et dépendances des acteurs montrent les relations de pouvoirs qui existent au sein d'un territoire et dans l'accompagnement de l'innovation agricole. Connaître ces relations de pouvoirs permet de mieux cibler les acteurs plus influents, de mieux orienter le plaidoyer, de cerner les acteurs relais et ceux qui sont les plus porteurs d'actions et d'accompagnements, mais également ceux plus éloignés pour étendre les actions de sensibilisation.

Figure 6 : Plan d'influence et dépendance entre acteurs de la région Androy



Ce plan d'influence-dépendance montre quatre quadrants suivant les dépendances (axe horizontale) et les influences (axe verticale).

Le premier quadrant (en haut à gauche) regroupe les acteurs dominants (plus influents envers d'autres acteurs et moins dépendants des autres acteurs). Ce résultat montre qu'il s'agit d'un système (d'innovation agricole) assez dominé/ influencé par les bailleurs de fonds. L'influence des bailleurs de fond est bien justifiée par le fait que toutes les actions pour accompagner l'innovation sont principalement liées au

financement de programmes et de projets de développement. Ils orientent beaucoup les actions d'accompagnement de l'innovation agricole. Ce constat est assez commun des autres régions de Madagascar.

Les acteurs relais, à la fois influents et dépendants des autres acteurs, sont notamment composés des organisations des Nations Unies (très influentes dans la zone) et des grands projets (structurants les actions), ainsi que les organismes publics et des ONG qui sont principalement liés au financement de projets/programmes.

Les acteurs des chaînes de valeurs et les agriculteurs sont les acteurs dominés (plus dépendants et moins influençant). C'est assez contre intuitif car les acteurs privés sont souvent considérés comme des moteurs de développement et des acteurs pérennes au sein du système agricole. Leur positionnement dans cette figure est souvent expliqué par la faible intégration dans le processus d'accompagnement de l'innovation en général. Ils bénéficient aussi moins de financement des projets/programmes, et agissent en tant qu'opérateur économique optimisant leur profit.

Les acteurs assez indépendants du système sont selon les résultats les collecteurs qui sont déconnectés des actions de développement. Les Universités et l'enseignement agricole sont considérés comme indépendants du système d'après les travaux (méthode MACTOR) mais aussi remontés durant les discussions de groupe. Les liens avec les acteurs et actions de développement restent encore limités. De même, les IMF sont indépendants du système d'après les analyses.

Il n'y a pas d'ONG Environnementales dans l'Androy mais plutôt beaucoup d'ONG SAMS et quelques ONG de développement.

□ Positionnement des acteurs par rapport à la transition agroécologique (TAE)

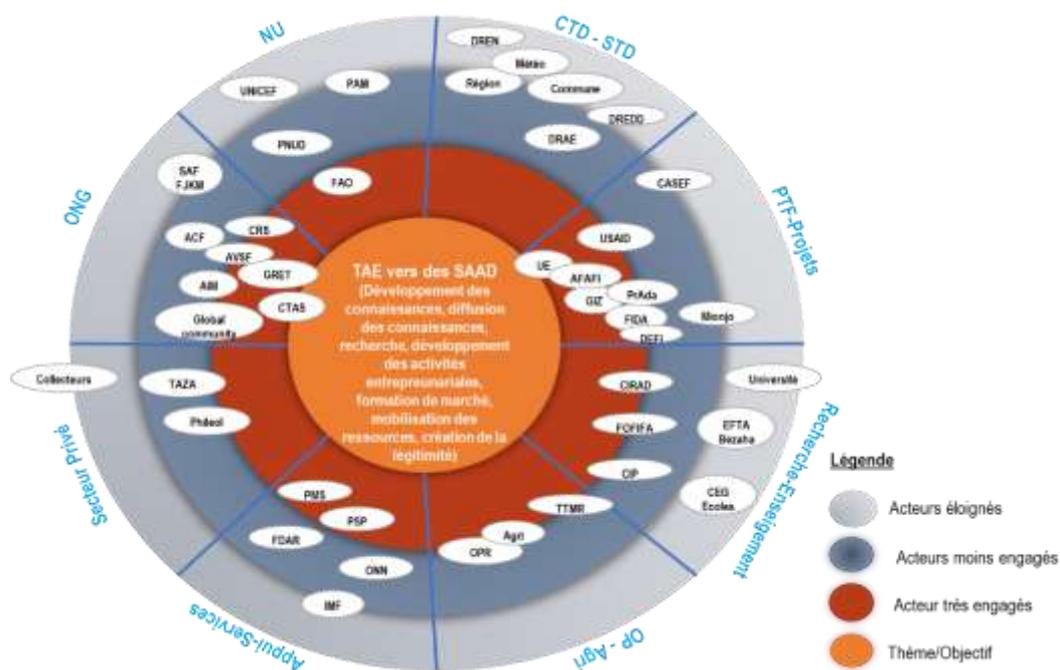
Le positionnement des acteurs par rapport aux objectifs de la TAE a été évalués.

Tableau 2 : Les enjeux et les objectifs pour accompagner la TAE

Enjeux pour la TAE	Objectifs liés aux enjeux
Enjeu 1 : Le développement des connaissances en AE	Objectif 1 : Créer des systèmes adaptés aux contextes locales
	Objectif 2 : Cocréer des connaissances avec les agriculteurs et les acteurs locaux (Cocréation)
Enjeu 2 : La diffusion des connaissances	Objectif 3 : Former et accompagner techniquement les acteurs et les agriculteurs (Formation)
	Objectif 4 : Partager les connaissances capitalisées (Partage)
Enjeu 3 : L'orientation de la recherche dans l'AE	Objectif 5 : Orienter la recherche en accompagnement à l'AE (Recherche)
Enjeu 4 : Le développement des activités entrepreneuriales (impliquant le secteur privé)	Objectif 6 : Permettre l'accès aux intrants nécessaires (semences et autres) pour les agriculteurs
	Objectif 7 : Favoriser un système de financement adapté (aux contextes des agriculteurs et à l'agroécologie)
Enjeu 5 : La formation du marché (dans l'ensemble des chaînes de valeurs dont l'amont et l'aval)	Objectif 8 : Développer la transformation des produits issus de l'accompagnement de l'agroécologie
	Objectif 9 : Favoriser l'accès au marché/la valorisation de nouvelles espèces introduites et inciter une meilleure coordination des filières
Enjeu 6 : La mobilisation des ressources	Objectif 10 : Favoriser le financement des actions en Agroécologie (Financement)
Enjeu 7 : La création de la légitimité afin de limiter la résistance au changement	Objectif 11 : Développer des communications en faveur de l'Agroécologie (Communication)
	Objectif 12 : Favoriser des politiques d'accompagnement adaptées pour l'agroécologie (Plaidoyers politiques)

La figure suivante montre le positionnement des acteurs actuels face aux objectifs de la TAE.

Figure 7 : Positionnement des acteurs par rapport aux objectifs de la TAE



Les acteurs agissent de façon convergente vers la transition agroécologique quand ils se concentrent en majorité vers le centre en rouge. Cette forme de configuration montre ceux qui sont les plus convergents, mais aussi les groupes d'acteurs les plus convergents.

A l'état actuel, parmi les acteurs de la région, ce sont les ONG de développement et les PTF (bailleurs de fonds) et projets liés, qui sont plus convergents (les différents acteurs sont montrés individuellement). Il est important que ces différents acteurs, ainsi que les différents projets, rassemblent leurs actions de façon à former une coalition d'acteur forte dans l'accompagnement de la TAE. Il est aussi important de signaler que ces acteurs ont chacun leur type d'activités, leur zone d'intervention, et rassembler les efforts ne sont que bénéfiques pour la TAE des systèmes agricoles et alimentaires de la région Androy.

Il y a également une forte coalition aussi avec les ONG SAMS en lien avec les bailleurs de fonds, et les grands projets, avec les CTD, mais moins engagés dans la TAE. La sensibilisation à ce niveau est très importante.

Les autres acteurs, plus à l'extérieur, nécessitent également beaucoup de sensibilisation. Ils auront sans doute leur place dans l'accompagnement de l'innovation agricole et donc de la TAE. On peut citer les Entreprises ou Sociétés Privés, les OPR et OP, les opérateurs d'appuis et de services agricoles...

1.4 L'analyse FFOM des actions actuelles en faveur de la TAE

Des analyses FFOM (forces, faiblesses, opportunités et menaces) ont été menées durant la phase de diagnostic. Il est important de partager les résultats, afin de mieux cibler aussi les actions et les stratégies pour accompagner la TAE.

Ces éléments ont toujours servi de contexte et de base de discussion pour les différents travaux de groupe, et pour l'orientation des actions.

Tableau 3 : Analyse FFOM sur l'accompagnement de l'AE et la TAE dans la région Androy

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité des références techniques (CTAS, autres) • Impacts réels et avérés sur la résilience et l'adaptation au CC (ressentis par les acteurs et bénéficiaires, vu par les bailleurs) • Existence de dispositifs pouvant être complémentaires et des débuts de complémentarités notés au niveau des projets et programmes structurants • Dispositifs et systèmes semenciers plus avancés par rapport à d'autres régions de Madagascar 	<ul style="list-style-type: none"> • Approches d'intervention et dispositifs éparpillés • Orientation et implication limitées des acteurs politiques à différents niveaux • Moins de réflexions sur les chaînes des valeurs des nouveaux produits • Peu d'espèces ou de filières pourvoyeuses de revenus dans les blocs AE • Faibles implications des acteurs privés
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés climatiques et dégradations des sols/des ressources naturelles qui se font de plus en plus ressentir → apports avérés des pratiques AE • Intérêts mondiaux (bailleurs) d'avancer dans l'AE • Diversité d'acteurs intervenants (si complémentarité exploitée) • Tendance généralisée des acteurs vers le Nexus « Urgence – Résilience - développement » 	<ul style="list-style-type: none"> • Désintérêts des agriculteurs sur le développement agricole et alimentaire à force de recevoir des aides humanitaires • Difficultés climatiques extrêmes fréquentielles • Diversité d'acteurs intervenants (pouvant aussi constituer une menace sans complémentarité)

La stratégie a été ainsi établie à partir de ces éléments de diagnostic. Les enjeux majeurs de la région plaident pour le développement de l'agroécologie. Cela devient une nécessité. Or, les actions et les orientations des acteurs que ce soit les acteurs publics, les acteurs privés et les OP restent encore moins orientés dans l'agroécologie. Beaucoup d'initiatives sont menées

pour le développement durable, mais ces initiatives sont aussi cloisonnées, comme le constat observé au niveau national.

L'annexe 1 montre les différentes pratiques qui devraient converger à la TAE, mais menées de façon séparée, c'est-à-dire à partir des initiatives séparées et non ciblées de façon holistique dans un local donné et avec les agriculteurs. Les enjeux environnementaux sont parfois séparés des enjeux économiques et de développement agricole. Les enjeux sociaux de sécurité alimentaire, et surtout nutritionnelle sont aussi traités séparément et dans un dispositif parfois indépendant.

Cela demande donc une convergence d'action, et des synergies dans la mise en œuvre des actions. Cette stratégie va notamment dans ce sens. Plusieurs mécanismes ont été analysés dont les mécanismes environnementaux, des mécanismes liés au marché, des mécanismes liés à la formation et d'autres thématiques permettant de faciliter et renforcer cette transition agroécologique des systèmes agricoles et alimentaires.

Une première étape pour orienter les actions stratégiques a été de définir une vision commune de ce que c'est l'agroécologie, et le développement durable attendue dans la région Androy.

2 Visions communes et objectifs pour la TAE

2.1 Vision agroécologique établie par les acteurs pour la région Androy

Dans le processus d'élaboration de la stratégie, des partages de connaissances, des visions, et des échanges sur les pratiques agricoles et sur les pratiques accompagnant la TAE ont été menés.

Les acteurs de la région Androy se sont basés sur la vision suivante pour cette stratégie :

« Des systèmes agricoles agroécologiques développées partout dans l'Androy d'ici 2035. Des systèmes alimentaires basées sur les produits locaux (issus de la production régionale) et des produits agroécologiques pour l'alimentation locale, pour les aides alimentaires, dans les cantines scolaires, dans les filières de transformation, avec des chaînes de valeurs développées (semences, intrants, matériels) ».

Cette vision est détaillée avec des indicateurs d'objectifs ci-après. D'ici 2035, l'Etat a développé une politique spécifique (ou une loi) sur l'agroécologie. Dans ce cadre, l'agroécologie est bien intégrée dans le plan régional de développement ou PRD (et contribue à la réalisation du PRD).

Une plateforme commune sur l'agroécologie et la transition agroécologique est mis en place et opérationnelle, avec une forte participation de la région. Les acteurs et les bailleurs de fonds y contribuent également de façon plus engagée. Cela engage également des changements de comportement aussi bien au niveau des acteurs que des producteurs.

Dans chaque district, des dispositifs d'accompagnement au-delà des projets sont disponibles : centre de conseil/vulgarisation, paysans relais.

Au moins 50% des agriculteurs intensifient les pratiques agroécologiques au sein de leurs exploitations agricoles (dans un processus d'intensification des pratiques et plusieurs principes développés). Ils développent des semences améliorées et résistant à la sécheresse.

Le taux de malnutrition est réduit de moitié d'ici 2035, grâce aux pratiques d'agroécologie. Environ, 100.000 ménages consomment les produits agroécologiques. Le développement de ces pratiques agroécologiques apporte un changement de niveau de vie des agriculteurs, une augmentation de la production.

L'aspect chaîne de valeur des filières porteuses est promu dans le domaine de production issue des pratiques agroécologiques. Sous le lead de la région, deux chaînes de valeur prioritaires sont développées pour répondre aux besoins alimentaires et au marché (le sorgho

et l'arachide). Dans ce cas, il est important de rendre les semences plus accessibles, et surtout dans les communes où il n'y a pas d'intervention des acteurs de l'agroécologie. Il est important pour ces deux filières de développer les pratiques agroécologiques adaptées, y compris l'amélioration du sol et l'aménagement du paysage.

Toutes les Ecoles et les institutions publiques et privés développent autour de leur lieu des pratiques agroécologiques (des arbres, avec des infrastructures attractives et des jardins scolaires agroécologiques).

Un système de suivi-évaluation adapté est mis en place pour mieux capitaliser les pratiques développées (calendrier de culture, espèce, nombre de producteurs, surface cultivée, leçons apprises). Il est important d'avoir un meilleur partage des techniques et une synergie entre les acteurs.

La vision établie ci-dessus concilie le développement économique, social et la protection de l'environnement. Le développement de l'agroécologie, la diminution des dépendances aux intrants externes et importations, et le développement des filières agroécologiques sont beaucoup évoqués pour contribuer aux objectifs du PRD, l'amélioration de la productivité et la promotion de la durabilité des systèmes agricoles et des chaînes des valeurs agricoles. Elle prône aussi un aménagement pour une généralisation de l'AE.

2.2 Objectifs et enjeux ciblés pour la TAE de l'Androy

Les résultats de diagnostic ont montré que les acteurs de la région Androy ciblent deux principaux : les enjeux économiques et les enjeux sociaux, souvent traités séparément. Il est donc important de traiter les enjeux de façon holistique, tout en tenant compte d'autres enjeux environnementaux et aussi d'adaptation au changement climatique.

Il faut noter que des demandes d'actions sont de plus en plus évoquées ces dernières années (depuis 2019) pour développer le **Nexus humanitaire, développement et paix**. Il s'agit notamment d'une recommandation durant le Sommet mondial de 2016 sur l'action humanitaire pour adopter une nouvelle façon de travailler, sur la fourniture d'aide humanitaire pour les besoins fondamentaux en cas de crise, tout en s'orientant progressivement vers l'autonomie et la durabilité pour les personnes touchées. Cette approche Nexus vise ainsi à renforcer la cohérence entre les acteurs de l'action humanitaire et du développement.

Le développement de ce Nexus passe par l'orientation des actions vers des démarches de développement, autant que possible même dans les appuis d'urgence et les aides humanitaires. Pour cela, il est important de développer des démarches combinant les moyens et les dispositifs d'aides humanitaires et les accompagnements de l'agroécologie plus résiliente et visant le développement durable (exemples : vivre contre actif, valorisation des produits locaux et agroécologiques dans les aides humanitaires et les cantines scolaires, combinaison de la démarche d'intégration de l'AE en milieu scolaire – jardins scolaires en AE – cantines scolaires...). Ces différents exemples sont développés tout au long de cette stratégie.

L'agroécologie en soi par rapport à ses principes et à différentes pratiques à différents niveaux constituent des solutions pertinentes pour renforcer ce Nexus. En effet, l'agroécologie renforce la résilience des petites exploitations agricoles. Elle contribue à l'amélioration des revenus dans des conditions plus difficiles. Il est aussi important de parler de la **souveraineté alimentaire**, un des enjeux ciblés par l'agroécologie dans le sens de produire localement les besoins alimentaires au niveau local, au niveau régional (y compris l'interdépendances entre districts et communes) et au niveau national. L'agroécologie y contribue dans le sens où les ressources locales sont valorisées, et les produits locaux de qualité agroécologique seront à valoriser.

La synergie des acteurs est également très importante à développer :

- Vers une approche multi-sectorielle de la mise en œuvre des actions ;

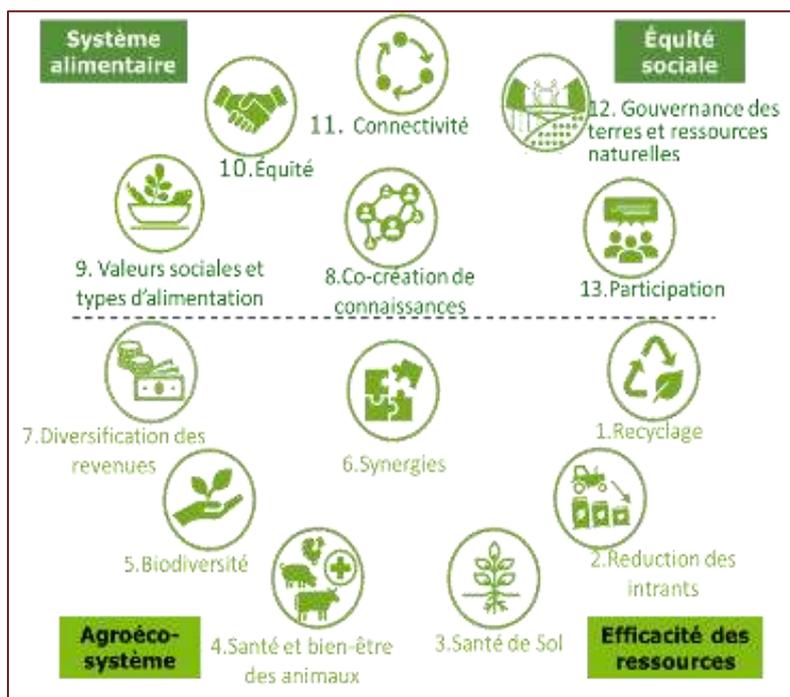
- Vers une implication accrue des acteurs privés et des acteurs de la chaîne des valeurs pour ancrer la TAE dans une démarche pérenne et intégrés dans le marché ;
- Vers la participation d'un ensemble d'acteurs dont les acteurs de recherche et d'enseignement, les acteurs de financement agricole, les acteurs de marché pour accompagner l'innovation agricole et organisationnelle pour la TAE ;

La stratégie développée dans la suite de ce document contribue ainsi à ces différents enjeux et objectifs, et à différents niveaux.

3 Stratégie d'accompagnement de la TAE de la région Androy

La prise en compte de l'AE et la TAE **s'ouvre à un concept dynamique et interdisciplinaire avec 13 principes interconnectés** (cf figure ci-dessous).

Figure 8 : Les 13 principes de l'agroécologie



Les principes agroécologiques restent pour certains acteurs assez flous. Il est important de les décliner en pratiques à mettre en œuvre (Cf annexe 1 pour les détails des pratiques correspondant aux différents principes et issus des partages avec les acteurs).

Il faut noter que les pratiques **ne se limitent pas aux pratiques agricoles, mais intègrent également la gestion du paysage, les systèmes alimentaires et les filières, ainsi que des pratiques de gouvernance des ressources naturelles et d'autres enjeux de la société.**

Pour apporter plus de précision et de concret dans les orientations stratégiques et les actions à mener, il est important de cibler différents niveaux d'intervention et de planification opérationnelle, ainsi que différents niveaux de décision.

Tableau 4 : Différents niveaux d'intervention et de décision pour la TAE

Niveaux	Niveaux d'intervention (Planification opérationnelle)	Niveaux de décision (Coopération)
4	Politiques publiques : Politiques agricoles, alimentaire, nutritionnelle, Politique de gestion des ressources naturelles	Politique, recherche, vulgarisation, société civile
3	Marché / Alimentation / Intrants / Chaîne de valeur	Consommateurs / acteurs des chaînes de valeur (acteurs du système alimentaire)
2	Agroécosystème (paysage)	Communauté rurale - locale / Communauté de gestion de RN
1	Exploitation agricole Parcelles de cultures / Troupeau d'élevage	Ménage agricole

Ces différents niveaux de décision et de niveaux d'intervention sont pris en compte pour les orientations stratégiques d'accompagnement de la TAE dans la région. Les actions stratégiques correspondent à des pratiques d'accompagnement pour ces différents niveaux ou des mécanismes favorisant la transition agroécologique et de différents types (mécanismes environnementaux, économiques et liés au marché, formation à différents niveaux, organisation entre les acteurs, ...).

3.1 Accompagnement au niveau des ménages agricoles

Objectif : Améliorer les pratiques à l'échelle des exploitations pour garantir leur viabilité économique, écologique et sociale.

Les ménages agricoles constituent les bases de décision finale pour le développement ou non des techniques agroécologiques. Plusieurs actions et des pratiques/techniques sont proposées pour assurer cet objectif, dont des actions de sensibilisation et des formations sur des démarches pratiques renforçant cette transition agroécologique, ainsi que les accompagnements et structuration nécessaires pour les favoriser. Les pratiques agroécologiques devraient être des conditions pour les aides humanitaires.

3.1.1 Sensibilisation, formation technique-thématique et renforcement des capacités

Afin d'accompagner les agriculteurs, et assurer leur durabilité, il est important de développer des alternatives AE sur différentes thématiques liées aux enjeux propres des EAF.

3.1.1.1 Améliorer la gestion de fertilité des sols

Il s'agit aussi d'accompagner les agriculteurs dans l'amélioration de la gestion de fertilité des sols en promouvant les techniques spécifiques et les pratiques adaptés pour restaurer un sol improductif et gérer la fertilité des sols.

- Intégrer la gestion de la fertilité dans les aménagements de paysages
- Mettre en œuvre des associations culturales adaptées : association céréales-légumineuses érigées et volubiles, association céréales-légumineuses souterraines, association céréale-mucuna, ...
- Développer les rotations de culture ;
- Gérer les résidus de récolte ;
- Régénérer le sol par le pois d'angole (cajanus) ou le mucuna en culture pure ;
- Développer le compostage (uniquement dans les zones potentielles).

Photos 1 : Pratiques de gestion de fertilité des sols avec des légumineuses dans l'Androy



Crédit photo : Gret/Ctas

3.1.1.2 Intégrer efficacement l'agriculture et l'élevage

L'intégration de l'agriculture et de l'élevage constitue un ensemble de pratiques respectueuses de la gestion des ressources qui favorise un recyclage des ressources naturelles par la création de synergies bénéfiques entre la production végétale et animale, permettant ainsi de renforcer la TAE au sein des ménages agricoles. Cette intégration est basée sur quelques principes et à voir plus spécifiquement ceux adaptés dans les zones semi-arides :

- Alimenter les animaux à partir de la production végétale (bandes enherbées, résidus de cultures, champs en jachère, etc.) ;
- Valoriser la force de traction animale en faveur des activités agricoles (piétinement, labour et autres préparations du sol, transport de la récolte, etc.) ;
- Valoriser les effluents quand c'est possible (pratiques encore rares dans la zone).

3.1.1.3 Lutter efficacement contre les maladies et ravageurs

Dans la région de Androy, afin d'assurer une transition agroécologique au niveau des ménages agricoles, il est important de développer des moyens de lutte agroécologiques contre les maladies et ravageurs. Il s'agit d'un enjeu majeur de la région, avec des difficultés d'accès aux pesticides mais aussi la stratégie de limiter leur utilisation.

- Promouvoir la diversification (rotation, associations) et l'utilisation de variétés rustiques, notamment les variétés locales reconnues à travers le système SQD.
- Utiliser les biopesticides et des biofertilisants : plusieurs pratiques ont été proposées et testées dans ce sens et partagées sous forme de documents et fiches techniques.
- Utiliser les moyens de lutte intégrés ;
- Assurer des formations dans l'utilisation des produits phytosanitaires.

3.1.1.4 Lutter contre le CC et développer des cultures plus résilientes

La transition agroécologique des ménages agricoles devrait être accompagnée d'une meilleure adaptation au changement climatique. Des pratiques permettant de gérer efficacement l'eau, et aussi des espèces végétales peuvent être proposées auprès des ménages :

- Utilisation des kits SMI ou systèmes de micro-irrigation dans les zones potentielles proches d'accès en eau (notamment pour les cultures maraichères)
- Couverture permanente des parcelles pour garder l'humidité
- Valorisation des plantes rustiques et/ou adaptées à des conditions de faible pluviométrie comme les cultures de sorgho, de mil, de patate douce à cycle court ou à chaire orange ;
- Des espèces à cycle court.

Figure 9 : Les besoins en eau des plantes pour le choix des espèces adaptées dans l'Androy



Comme la pluviométrie dans les littoraux varie entre 400-500 mm de plus et parfois en dessous, le choix des plantes adaptées est important.

3.1.1.5 Développer des activités génératrices de revenus et renforçant la participation des femmes

Enfin, afin d'accompagner cette TAE des ménages, il est également important de développer des activités génératrices de revenus et sensibles au genre (renforçant la contribution des femmes dans l'économie des ménages) et notamment en ciblant les pratiques potentielles dans la région : i) Arboriculture fruitière, ii) Culture maraîchère, iii) Petit élevage.

3.1.2 Développer et renforcer les dispositifs d'accompagnement éprouvés

Au-delà des sensibilisations, formations et accompagnement sur les différentes pratiques citées ci-dessus, il est aussi important de souligner les différentes méthodes d'accompagnement à privilégier et à renforcer pour les acteurs de la région :

- Site de référence ou site vitrine : il est toujours important d'avoir un (des) site(s) de référence dans la région et sur lequel/lesquelles des contributions avec les acteurs de recherche et de développement, avec l'Etat mais aussi les organisations des agriculteurs seraient nécessaires. Ces sites pourraient faire l'objet de test de pratiques, d'introduction de nouvelles espèces avant toute diffusion. On peut citer les CPSA (Centre de Production de Semences d'Agnarafaly), ou les sites du CTAS à Ambovombe ou d'autres sites dans les districts. La mise en place de site vitrine par commune a été sollicitée.
- Champs écoles paysans (CEP) : il s'agit des sites de formation et d'apprentissage au niveau des agriculteurs, pour les agriculteurs et avec les agriculteurs. Cet outil est souvent un précurseur d'échanges entre agriculteurs, et constitue un dispositif de diffusion des pratiques AE.
- Développement des outils pédagogiques et des outils de diffusion : la production de ces outils (bâches, vidéos ...) ainsi que leur partage à plus large échelle constituent un facteur de réussite dans l'accompagnement de la TAE, et qu'il faut davantage renforcer avec les acteurs de la région.
- Approche « paysans – paysans » : il s'agit d'une approche qui a montré son efficacité par rapport à d'autres modèles de diffusion (techniciens – paysans). De plus, cette méthode est de plus en plus reconnue par les acteurs et le MINAE a développé un référentiel spécifique notamment pour les prestataires de services de proximité issus de cette démarche.

Dans cette démarche, une formation certifiante de PR a été organisée par ProSol et est amenée à être valorisée/renforcée par la suite par l'ensemble des acteurs. Cette démarche constitue une stratégie de pérennisation des PR, et une reconnaissance de leurs rôles dans la formation des paysans. Cette démarche renforce également le référentiel PR du MINAE, et devrait être au cœur de la démarche régionale d'accompagnement et de formation des agriculteurs. Cette certification devrait être poursuivie par la reconnaissance de l'ensemble des acteurs régionaux (DRAE-MINAE, DREDD et autres services techniques, Régions, Communes, Collectivités locales, ONG, acteurs privés, OPR...), et de leur valorisation dans les futures initiatives.

- Il a été aussi jugé important de créer un centre de formation agroécologique (théorie et pratique) pour les agriculteurs et dans les différents Districts.
- Développer davantage les systèmes de « vivres contre actifs », ou renforcer les conditions d'attributions des aides humanitaires à des actifs et des pratiques agroécologiques comme le reboisement ou d'autres pratiques.

3.1.3 Accompagner la structuration

La structuration des agriculteurs constitue également un facteur de réussite dans la TAE pour renforcer les forces de plaidoyer des agriculteurs, et pour assurer aussi au sein des organisations paysannes des services d'accompagnement spécifiques. Il est important de renforcer cette forme de coopération locale et d'encourager les regroupements d'agriculteurs (OP, coopératives, ...) pour mutualiser les ressources, partager les savoirs et faciliter l'accès

au marché (achat groupé des intrants ou organisation dans la vente, dans le stockage pour des prix plus intéressants et la transformation).

Cette structuration constitue aussi une interface avec les acteurs de la chaîne des valeurs et les opérateurs économiques. Le MINAE développe actuellement les politiques d'agrégation ou d'intégration verticale entre les entreprises privées et les agriculteurs. La structuration des agriculteurs est une condition importante pour avancer dans ce sens.

3.2 Accompagnement dans la gestion du paysage

Objectif : Gérer durablement les ressources naturelles à l'échelle du territoire pour renforcer la résilience globale.

La gestion de l'agroécosystème et du paysage constitue un niveau de TAE en soi, et constitue un niveau d'intervention important pour assurer la gestion durable des ressources naturelles et la résilience globale de la communauté. Cette intervention engage une certaine modalité d'intervention basée sur la multisectorialité et sur la participation de différents types d'acteurs. Il est aussi important de promouvoir et valoriser les énergies renouvelables : éolienne, solaire (Projet RRT) en complémentarité à cette approche de gestion du paysage.

3.2.1 Développer des pratiques d'aménagement et de restauration de paysage

Il est de plus en plus important actuellement à l'échelle d'un territoire (de la région, des communes, des territoires locaux...) de développer et concilier des approches paysagées multi-sectorielles et multi-acteurs. Comme la région Androy fait partie des zones prioritaires dans la lutte contre la désertification, le mécanisme RPF est déjà avancé et l'état malgache possède actuellement une stratégie nationale (SNRPF) et une commission nationale dans ce sens.

Au niveau régional, dans certaines régions, un groupe de travail régional a été créé pour partager les connaissances entre acteurs, et suivre les évolutions en mettant en lien les actions autour de la RPF avec le système de S&E du MEDD. Bien que la région Androy fait partie des zones prioritaires pour la lutte contre la désertification, ce groupe de travail n'a pas encore été développé car quelques régions ont été ciblées en priorité. Le Groupe de Travail RPF (GTRPF) est donc à créer pour assurer le suivi de la démarche RPF au niveau de la Région.

Chaque Commune devrait posséder un outil de planification communale pour la démarche RPF. Une fois le GTRPF mis en place, il est important d'accompagner cette démarche RPF avec le développement des outils de planification communale au niveau des différentes communes (en commençant par les Communes prioritaires avec les dunes à traiter ou d'autres communes ciblées par les acteurs régionaux).

Des pratiques d'aménagements au niveau du paysage sont proposées :

- Bandes enherbées de brachiaria ;
- Embocagement, haies vives et brise vent avec du pois d'Angole, acacias et d'autres espèces arbustives ;
- Plantes de couverture dans les parcelles : konoke, mucuna, autres légumineuses ;
- Autres pratiques d'aménagement adaptées en zones semi-arides : demi-lunes, tranchées, banquettes, zaï, aménagement de cases ;
- Protections des dunes (actions promues par la DREDD).

Bien que les contenus techniques ci-dessus sont appliquées, la démarche reste encore assez cloisonnée et pas dans une démarche multi-sectorielle. Cela reste donc à promouvoir de façon concertée dans la région Androy.

3.2.2 Favoriser le développement des blocs agroécologiques

Le développement des blocs agroécologiques constitue une démarche spécifique proposée par les acteurs locaux de la région (CTAS/GRET) et de plus en plus mobilisées par d'autres

acteurs. Pour rappel, « *Un bloc agroécologique est un aménagement physique et biologique collectif d'un seul tenant, d'une superficie initiale de 10 hectares minimum, à vocation nutritionnelle, productive et environnementale. On y trouve une forte diversité biologique étagée, allant des plantes rampantes jusqu'aux grands arbres. Afin de créer un effet « oasis » protecteur contre les érosions éolienne et pluviale, il se compose de plusieurs parcelles contiguës, propriétés de familles paysannes volontaires, et vivant dans un ou plusieurs fokontany* » (Lhériveau et al., 2020)³.

Les blocs agroécologiques font partie des approches paysages. Il s'agit d'une démarche communautaire, impliquant les communautés de base (généralement issues d'un même lignage) et conjuguant une approche anthropologique et une approche technique d'aménagement du paysage.

Les objectifs du concept de bloc AE sont : i) la revalorisation des terrains agricoles dégradés et inaptes aux systèmes de cultures traditionnelles, ii) l'amélioration de la qualité du sol et la protection des parcelles contre les contraintes principales, iii) la contribution à la sécurité alimentaire et nutritive par la mise en place des espèces résistantes adaptées (CTAS, 2023)⁴.

Dans l'aménagement, la base technique est composée de développement des haies vives (généralement dans la région avec des pois d'Angole) et avec des pratiques agroécologiques diversifiées au niveau des parcelles.

Photos 2 : Evolution du milieu au niveau des blocs agro-écologiques



Paysage classique de l'Androy



Portions de zones agro-écologiques

Crédit photo : Raharison T.

³ Lhériveau F., Violas D., Ranaivoharimanana T. H., Sandratriniana R. R., Rakotondramanana, Maharetse J., Raharison T., Brauman A., Denier J. (2020), "Stratégie de développement de l'agroécologie dans le Grand Sud malgache. Retour d'expériences autour des blocs agroécologiques," Edition du GRET.

⁴ CTAS, 2023. Référentiel sur les blocs agroécologiques

Pour le cas de l'Androy, la démarche d'accompagnement de ces approches paysages dans son ensemble (intégrant les démarches RPF et le développement des blocs agroécologiques) est résumée dans le tableau suivant.

Tableau 5 : Démarche proposée pour développer une approche paysage dans l'Androy

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Identification des zones d'intervention pour l'approche agroécologique	Identification des zones potentielles, descente sur terrain et confirmation (approches : anthropologique, économique, environnementale)	Projets et programmes, techniciens, Communauté	Adaptation et appréhension des bénéficiaires	PTF, Etat, Région et Ministères
Sensibilisation et information sur le concept BAE (bloc-agroécologique)	Animation communautaire Ciblage individuel	Projets et programmes, techniciens, Communauté, paysans leaders	Sensibilité, connaissance, confiance Absence de moyens	PTF, Etat, Région et Ministères
Concertation et réflexion sur les pratiques	Concertation au niveau de la communauté Réflexions auprès des ménages	Projets et programmes, techniciens, Communauté, paysans leaders	Sensibilité, connaissance, confiance Volonté de coopération	PTF, Etat, Région et Ministères
Mise en œuvre	Planification Formation sur les approches et les contenus techniques Réalisation proprement	Projets et programmes, techniciens, paysans leaders, ménages	Moyens (financement et pratiques)	PTF, Etat, Région et Ministères
Evaluation et suivis	Conception et mise en œuvre d'un outil de suivi-évaluation à différents niveaux	Projets et programmes, techniciens, paysans leaders, ménages		PTF, Etat, Région et Ministères

3.3 Accompagnement de la chaîne des valeurs et des filières agroécologiques

Objectif : *Restructurer les chaînes de valeur pour soutenir les produits agroécologiques et générer de la valeur ajoutée, tout en les valorisant dans les dispositifs d'aide humanitaire.*

En complémentarité avec l'approche paysage, l'accompagnement des chaînes des valeurs et des filières agricoles font partie des conditions importantes de la TAE. Cette transition ne se limite pas aux aspects techniques mais demande également un changement organisationnel au niveau de la chaîne des valeurs et du marché agricole. Ceci concerne notamment l'aspect holistique attendu dans la TAE.

3.3.1 Développer une démarche de chaîne des valeurs et filières agroécologiques

Des démarches filières ont été également proposées pour les principales filières : mil et sorgho, plantes à tubercules (patate douce et manioc), légumineuses, arbres et arbustes.

Les actions d'accompagnement des filières se résument sur le développement des pratiques agroécologiques adaptées pour chaque filière, et les combinaisons de pratiques (associations, rotations, haies vives, agroforesterie). L'adaptation des calendriers culturaux suivant le contexte climatique et aussi l'accès au marché sont souvent évoqués par les acteurs (durant les ateliers successifs). Les actions concernent aussi l'accès aux semences, aux intrants et matériels nécessaires, ainsi que l'organisation des filières avec l'ensemble des acteurs de la chaîne des valeurs sont aussi proposés et résumés dans le tableau ci-dessous.

Le tableau suivant résume la démarche globale pour accompagner les acteurs de la région dans l'accompagnement de chaque filière. Le tableau montre la démarche globale, mais chaque filière (ou type de spéculation) a ses spécificités et développés dans des paragraphes spécifiques à la suite du tableau.

Tableau 6 : Démarche proposée pour accompagner les filières

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Renforcement technique des filières	Etude des filières cibles et mise en lien avec la démarche agroécologique Calendrier pour chaque filière (filières à cibler) Accompagnement technique sur les pratiques agroécologiques adaptées à chaque filière	DRAE, Projets et programmes, acteurs privés, ONG	Connaissances techniques et pratiques encore moins partagées ou menées de façon cloisonnées. Problèmes d'insectes pour les légumineuses	PTF et projets divers, Etat, Organisation des Nations Unies, Secteur privé
Organisation des filières	Réflexions autour de l'accès aux semences-plants, intrants et matériels nécessaires au développement de la filière Renforcement des rôles et fonctionnement des plateformes Formation des coopératives (maîtrise des maillons de la chaîne des valeurs)	Région, DRAE, Projets, programmes, Recherche (FOFIFA, CIRAD)	Très peu d'actions de structuration des filières Matériels post récolte encore peu adaptés (ex : mil, sorgho)	PTF et projets divers, Etat, Organisation des Nations Unies, Secteur privé
Appuis aux filières biopesticides	Vulgarisation des plantes à vertus biopesticides (ex : neem...) Appuis aux producteurs biopesticides Homologation des produits biopesticides	Etat, Projets, ONG, secteur Privés	Matières premières Timing de production qui ne coïncide pas avec les besoins (planning nécessaires) Coûts des biopesticides au niveau des privés	PTF et projets divers, Etat, Organisation des Nations Unies, Secteur privé

Les éléments suivants montrent les spécificités pour chaque filière ou type de filière.

3.3.1.1 Le Mil et le Sorgho

Les actions ci-après sont proposées plus spécifiquement pour accompagner le développement des filières mil et sorgho qui sont de loin les céréales les plus adaptés aux contextes climatiques de la région Androy.

Il faut développer les variétés (de mil et de sorgho) adaptées aux contextes de la région Androy avec l'appui de la DRAE, des organismes de recherche (FOFIFA/CIRAD), des organisations des nations unies (FAO), des ONG, des PMS/GPS, des boutiques d'intrants. Les actions de recherche, d'introduction d'espèces adaptées ou de caractérisation des espèces existantes, de la multiplication et de la diffusion des espèces déjà ciblées.

La diffusion des itinéraires techniques de mil et de sorgho est à renforcer par les ONG, la DRAE, le FOFIFA, les paysans relais à travers les sites vitrines, les CEP, les parcelles de démonstrations, ainsi que la diffusion de fiches techniques.

Il est important de trouver des solutions pour lutter contre les oiseaux (cultiver ensemble dans une même période ou utiliser les variétés du type mil à barbe). Il est aussi important de prévoir des traitements phytosanitaires adaptées en favorisant les produits agroécologiques.

La mise en place des unités de transformation et des traitements post-récoltes constitue une action importante et primordiale pour accompagner ces filières. Les premières expériences

dans ce cadre (développé par le CTAS, et le GRET : installation des unités de décortilage et de transformation de sorgho dans les blocs agroécologiques) ont significativement créé de la valeur ajoutée (facilitation des travaux post-récolte, valorisation en farine de sorgho et meilleure vente et/ou consommation locale). Ces initiatives sont à renforcer.

Il faut également accompagner la consommation locale par la diffusion des recettes de Mil et de Sorgho. Cela demande à former les ménages et les restaurateurs par les ONG (GRET, CRS), PAM, ONN, les Sociétés Privés (TAZA, traiteurs locaux) ... De même, la consommation dans les cantines scolaires est à développer et à accompagner. Il est dans ce cadre important de faire des démonstrations culinaires durant le SPC (période de Suivi de la Promotion de Croissance).

Dans l'accompagnement et le développement des chaînes de valeur de sorgho et de mil, il est toujours important de faire une étude de filière plus approfondie. Cela demande à analyser les possibilités d'exporter vers la ville ou les zones d'agglomérations (si difficulté de route, réfléchir sur la voie maritime avant les transports routiers). Cela demande de développer la collaboration entre les ONG, les Universités pour les analyses de filières, les commerçants et les CCI (chambre de commerce) que ce soit sous forme d'enquêtes, de mémoire, d'analyse des BDD existantes.

Dans la démarche d'urgence et d'aides alimentaires, il est important d'intégrer des produits à base de mil et de sorgho par les ONG humanitaires et le BNGRC, et favoriser les achats et distribution des produits locaux (mil et sorgho).

Enfin, il est important d'insérer le Mil et le Sorgho comme filière prioritaire à promouvoir et à développer dans le PRD, à développer avec la Région, les STD/CTD, les acteurs locaux.

3.3.1.2 Les plantes à tubercules

Les plantes à tubercules constituent des filières importantes pour la sécurité alimentaire dans la Région, mais également comme source de revenus des agriculteurs. Des stratégies spécifiques sont à développer pour ces filières.

Filière Patate douce

Il faut noter que pour les patates douces, il est important de développer les PDCO (Patate douce à chair orange) pour l'amélioration de la sécurité nutritionnelle, avec des acquis importants dans la région, mais il est aussi important de voir l'ensemble de la filière patate douce avec les variétés locales (souvent appréciées aussi d'une manière différente les goûts).

D'abord, sur le plan d'accompagnement technique, les pratiques proposées par les acteurs actuellement (principalement par le CIP, mais aussi avec d'autres acteurs) sont à mettre à l'échelle. On peut citer l'utilisation de compost (au maximum dans la mesure du possible), le développement des billons et les itinéraires techniques proposés (voir les fiches techniques proposées actuellement).

Il est particulièrement important d'assurer la disponibilité et l'éparpillement des lianes de patate douce dans l'ensemble des différents districts de la région. Il faut chercher une stratégie de maintien des lianes notamment avec la difficulté climatique (une année difficile pourrait faire disparaître les lianes déjà introduites). Dans ce cas, il faut cibler des zones spécifiques de maintien et de multiplication de liane à l'échelle des Communes, des Districts et de l'ensemble de la Région Androy. Dans certaines zones, le développement d'infrastructure hydroagricole permettrait d'accompagner le développement de cette filière. Il est aussi important d'identifier et de valoriser les pratiques locales de préservation des lianes.

Il est important de développer plusieurs recettes et d'assurer l'apprentissage des acteurs et des producteurs. Il faut noter que le CIP dispose actuellement différentes recettes et l'enjeu actuellement est de mettre à plus grande échelle ces recettes en formant dans un premier temps tous les acteurs (ne pas se limiter aux zones d'intervention du CIP mais avec l'ensemble des acteurs).

Il a été jugé important de développer de construire des unités artisanales de transformation de patate douce dans la région pour accompagner le développement de cette filière. Dans cette optique, il est important de renforcer la formation et l'accompagnement des agriculteurs sur les productions, les traitements, le stockage et la commercialisation. Il faut aussi mener des actions de sensibilisation pour le changement de comportement face aux « fady » notamment sur la conservation de la patate douce.

Il faut aussi réfléchir actuellement le développement de la filière et la chaîne de valeur de la patate douce, en visant à l'exportation des produits dans d'autres zones de Madagascar (ou à l'extérieur) pour développer les sources de revenus des producteurs.

Le CIP constitue l'acteur principalement spécialisé dans cette filière. Toutefois, les acteurs concernés par ces actions peuvent s'élargir aux CTD (dont la Région et les Communes), STD, PTF, Projets/ONG, Secteurs Privés, OPR-Associations ou Groupements de paysans.

Filière Manioc

De même pour les maniocs, il est toujours important de développer les variétés adaptées et revoir la stratégie dans l'ensemble de la filière.

Il est important de développer davantage la recherche pour la lutte (biologique) contre les mosaïques de Manioc⁵. L'introduction des variétés de Manioc résistantes mais aussi adaptées restent parmi les clés de cette maladie.

Pour le Manioc, il est aussi important d'assurer le maintien, la disponibilité et l'éparpillement des tiges dans l'ensemble des différents districts de la région. Il faut chercher une stratégie de maintien de ces tiges notamment avec la difficulté climatique (une année difficile pourrait faire disparaître les plants de manioc). Dans ce cas, il faut cibler des zones spécifiques de maintien et de multiplication de liane à l'échelle des Communes, des Districts et de l'ensemble de la Région. Il est aussi important d'identifier et de valoriser les pratiques locales de préservation des tiges.

La construction d'unités de transformation artisanale de Manioc (Gari, tapioca) est aussi jugées important pour la région Androy.

Il est aussi jugé important par les acteurs de construire des infrastructures de stockage, avec des traitements de conservation (mais des traitements plus agroécologiques).

Pour le manioc, il est aussi important de réfléchir actuellement le développement de la filière et la chaîne de valeur, pour le marché d'exportation dans d'autres zones de Madagascar.

Les acteurs concernés par ces actions sont aussi les : CTD (dont la Région et les Communes), STD, PTF, Projets/ONG, Secteurs Privés, OPR-Associations ou Groupements de paysans.

3.3.1.3 Les légumineuses

Pour accompagner les légumineuses, différentes thématiques sont à considérer : production, traitement, commercialisation, stockage et transformation.

Dans la production de semences, il est important de valoriser les GPS et PMS. La démarche SQD est déjà instaurée dans la région et il est important de s'aligner à cette démarche pour les produits intégrés dans le catalogue dédié. Il faut continuer à développer les travaux de recherche sur les variétés locales.

⁵ Pour rappel, la mosaïque du manioc est une maladie virale qui provoque d'importants dégâts sur la culture de manioc. Comme la plupart des maladies virales, elle est transmise par un insecte vecteur appelé la mouche blanche.

Pour les légumineuses, les insectes constituent également des problèmes récurrents. La gestion à l'échelle des exploitations agricoles et notamment la production des biopesticides restent encore peu maîtrisés (techniquement, disponibilité de l'eau, ...). Il est jugé important de créer de petites entreprises de fabrication des produits de lutte biologique, où renforcer les liens avec les entreprises existantes (Phileol : huile de neem, huile de ricin ; Taza : Huile de Ricin ; Ikonda : Huile de Ricin). Il faut noter toutefois que les coûts de ces produits une fois issus des processus de transformation des entreprises deviennent très chers. Des appuis dans ce sens sont à réfléchir. Dans cette optique, les produits biologiques sont souvent jugés inefficaces. Beaucoup d'acteurs ou de producteurs n'arrivent pas à maîtriser l'utilisation de ces produits biologiques. Parfois, ce n'est pas efficace car l'utilisation est trop individuelle (très localisée). Dans ce cas, l'organisation d'actions de masse sur la pulvérisation des produits phytosanitaire biologique est à réfléchir avec les brigadiers phytosanitaires. Il faut également renforcer la recherche dans ce sens : type de produits, dose, fréquence de traitement, résultats... Les orientations de recherche seront à discuter et à orienter durant les réunions des plateformes.

Dans la démarche d'accompagnement de la production, dans certaines zones potentielles, il faut analyser le développement des infrastructures hydroagricoles pour développer les cultures de légumineuses en contre saison. On peut citer quelques zones potentielles pour cette démarche : Marolinta, Bekily, Bekitro, Beraketa comme exemple pour développer les cultures de contre saison comme le Haricot.

Pour le marché, il est aussi important de favoriser l'achat locaux des produits de légumineuses agroécologiques par les cantines scolaires. On voit partout que le pois d'Angole est devenu un produit de consommation (autoconsommation) mais on le voit rarement sur le marché. Dans cette démarche de lien au marché, il est important de définir et cibler des filières porteuses, ou les filières à exploiter à plus grande échelle en lien au marché (surfaces cultivées à développer). Il faut mettre en lien avec les demandes abondantes sur le marché national et international. Ces filières porteuses sont ainsi à insérer dans le PRD.

En matière de consommation, il est important de démultiplier les recettes et les diffuser. Il est important de renforcer la démarche de production de farine améliorée à base de légumineuse (expériences CRS, GRET) pour améliorer les aliments et assurer des apports nutritionnels (remplacement prévue des Plumpy'nut et les Plumpy'sup par la FAO et le PAM en perspective).

Il est aussi important de développer les provenderies en mettant en lien les travaux d'accompagnement des légumineuses et les accompagnements d'élevage (huilerie, valorisation des tourteaux).

Pour l'ensemble des démarches d'accompagnement des chaînes de valeurs, il faut développer des études de filières sur les légumineuses. La recherche de marché extérieur est à analyser (exportation de pois d'Angole – ex : marché de l'Inde ; exportation d'autres types de légumineuses)

La capitalisation des acquis des acteurs dans les différentes zones d'intervention, ainsi que les partages de connaissance sont aussi à favoriser.

3.3.1.4 Les arbres et arbustes

Quelques actions spécifiques sont ciblées pour accompagner le développement des arbres et arbustes. Il est constaté que le développement des arbres et arbustes restent limité dans la zone et dans les démarches de blocs agroécologiques, et notamment des arbres/arbustes en

tant que sources de revenus ou des arbustes pour l'alimentation animale. Le développement des arbres et arbustes sont notamment confrontés à quelques problématiques majeures :

- Généralement, la communauté n'est pas convaincue de la protection contre le « tiomena » (tempêtes de sable) en raison de croyance. Il y a notamment une concurrence entre agriculture et promotion des arbres et arbustes à la fois en surface mobilisée et sur l'eau. Les services écosystémiques ne sont pas souvent retenus comme motivation principale par la communauté.
- Souvent, le taux de réussite de reboisement est très bas. L'eau est contraignante en termes d'accès et de quantité. Il y a en réalité une concurrence avec d'autres utilisations de l'eau : conflit, agriculture et foresterie, agriculture et élevage, agriculture et consommation humaine (promouvoir l'eau à usage multiple, l'eau destinée à la promotion de l'environnement).

Dans ce cadre, il faut renforcer la collaboration entre la DREDD et la DRAE pour le développement des pratiques adaptées aux zones arides et semi-arides, dans la lutte contre la désertification. Des collaborations sont à développer pour une sensibilisation de masse et pour l'accompagnement, avec les STD locaux (DREDD, DRAE), les ministères (MEN, MEAH, Economie et Plan, Aménagement du Territoire et Service foncier), la société civile, autres acteurs, système des Nations Unies. La collaboration avec les acteurs de recherche et la promotion des résultats de recherche sont aussi à renforcer⁶.

Dans cette action de sensibilisation, il faut aussi renforcer l'environnement dans le programme d'éducation nationale et avec les différents intervenants de l'environnement.

Les mises en place de bassin de stockage d'eau et d'autres dispositifs pour pallier au manque de matières premières (plants, autres) sont à renforcer, avec la promotion de zones de convergence entre les différentes activités.

Dans le choix des espèces à développer, plusieurs espèces sont déjà connues ou adoptées. Les arbres et arbustes sont à utiliser en tant que brise-vent pour la protection et la mobilisation de l'eau. Il faut cibler le multiusage des essences : alimentation, graines, protection et restauration, bois de chauffe et énergie, bois d'œuvre, fourrage.

- Il est important de promouvoir les arbres fruitiers ainsi que la consommation humaine de moringa.
- La plantation d'essences autochtones est à renforcer : bonara, lamonty (qui a toutefois un développement très lent),
- Les arbustes fourragers sont à développer.
- Pour la fixation des dunes, quelques espèces sont préconisées par le DREDD : sisal, filao, cocotier, lalandy, mozotse. Il est important de multiplier ces actions de protection et développer une ceinture verte.
- Pour la gestion de la fertilité des sols, les Leucena et le Cactus rouge sont à développer.
- Pour des arbres/arbustes sources de revenus, il est important de développer les espèces promues par le PHILEOL. Il faut dans ce cas faire connaître les marchés existants ainsi que les produits transformés.

⁶ Une connaissance approfondie des situations, des compréhensions techniques et des facteurs de développement de l'Agroécologie est nécessaire. Cela demande des travaux de recherche et de renforcement des liens avec la recherche. On peut citer comme exemple après observations de la recherche que les tests racinaires du cajanus (pois d'Angole) ont été infructueux due à une profondeur de sol limitée à 2 m à Bekily, après laquelle la roche mère commence. Cela permet d'émettre l'hypothèse que le reboisement ne fonctionnerait pas sans connaissance de certains paramètres, d'où le besoin d'appuis de la recherche.

Dans la production de plants, la collaboration avec les pépiniéristes locaux est à développer (pépiniéristes locaux à appuyer et à faire connaître par les acteurs). Pour accéder durablement aux plants et semences, il faut une planification multi annuelle avec les pépiniéristes en cohérence avec les planifications et aménagement. La collaboration avec le SNGF est à renforcer.

Dans l'accompagnement, au-delà des actions de sensibilisations citées plus haut, il est important de développer un plan de reboisement qui répond aux besoins en matériaux dû à la pression démographique. Comme constats, le développement des arbres est surtout communautaire mais très peu de réussite avec les ménages agricoles. Cela demande un appui de Gestion locale (CGRN : comité de gestion des ressources naturelles) (Ex : Alatsingoky Imongy – gestion par la communauté locale).

Il est important d'assurer la gestion et le partage des connaissances entre les différents acteurs.

3.3.2 Valoriser les produits locaux pour la souveraineté alimentaire

Il est crucial de réfléchir dans la région Androy les actions pour renforcer le **Nexus humanitaire, développement et paix**. Une réflexion pour assurer la sécurité alimentaire est de le voir sous l'angle de **souveraineté alimentaire**, avec les approches agroécologiques.

Dans ce sens, comme l'Androy est une région confrontée à des risques climatiques et des enjeux de sécurité alimentaire, elle est souvent confrontée à gérer des situations d'urgence. Quand l'année est bonne, il y a de surproduction au niveau de la région et au sein des agriculteurs, mais des surproductions sans marché spécifique et avec des difficultés de gestion des stocks. Or, quand l'année est mauvaise, la sécurité alimentaire est gérée avec des aides d'urgences souvent avec des produits issus d'autres régions ou même des produits importés d'autres pays. Or, ces introductions sous formes d'aides peuvent avoir des effets (pervers) sur les prix des produits issus de la production locale.

Photos 3 : Surproduction de Mil au niveau des ménages durant l'année 2023 (bonne année pluviométrique)



Crédit photo : Raharison T.

Pour une meilleure souveraineté alimentaire, il est important de valoriser les produits locaux et surtout les produits agroécologiques, d'en assurer une bonne gestion des stocks, ou de mieux répartir entre les zones (districts) si les difficultés climatiques sont localisées.

Il est important de développer les produits locaux (produits localement) et les produits adaptés au changement climatique. Des espèces particulièrement adaptées au changement climatique ou rustiques comme le sorgho, le mil, le konoke, le cajanus (forte résistance aux faibles précipitations) ainsi que d'autres espèces peuvent être produites, stockées, transformées. Ces produits peuvent être gérés à différents niveaux :

- Ménages : production de produits rustiques, transformation, stockage pour les besoins familiaux, vente à des fins d'utilisation dans d'autres régions ou de stockage régional pour des besoins d'urgence ;
- Communauté : grenier villageois pour des stockages communs et vente communs ; renforcer les structures locales de gestion des produits/semences telles que les OP, association, coopérative... Il est important de faire la sensibilisation et le renforcement de capacité des producteurs. Il est aussi important de développer en parallèle la formation sur la vie associative, le stockage et la commercialisation.
- Interdistricts ou intercommunaux : achats auprès des agriculteurs et des communautés pour
- Région : développer des systèmes de stockage des produits à plus grande échelle pour répartir les produits entre les districts et communes, ou dans le temps

Tableau 7 : Démarche proposée pour accompagner la valorisation des produits locaux, des espèces rustiques et agroécologiques

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Valorisation des produits au niveau des ménages	Produire les espèces rustiques Développement/formation sur les procédés de transformation (adaptée aux conditions locales) Améliorer le stockage simple au niveau des ménages Développer les marchés des produits locaux et des produits rustiques (agroécologiques)	Plateforme, Région, DRAE, ONG, secteur privé, OP, Agriculteurs	Les espèces produites localement restent encore moins valorisées Problèmes de conditions de stockage et d'insectes	PTF et projets divers, Etat, Région, Secteur privé, Organisation des NU
Stockage des produits au niveau communautaire	Développement/formation sur les GCV et à réfléchir au niveau des lignages Redynamiser les banques existantes (ex : Tanandava)	Région, DRAE, ONG, OPR, ORN, Agriculteurs	La gestion des GCV a des expériences moins réussies, stockage et d'insectes	PTF et projets divers, Coopérative
Gestion spatiale de stock et distribution interrégionaux ou intercommunaux	Assurer l'achat des produits locaux et la répartition au niveau des districts et communes Mobiliser les outils de surveillances	Région, DRAE, ONG, OPR, ORN, Agriculteurs	Le contrôle qualité n'est pas souvent assurée	PTF et projets divers, Organisation des NU, Coopérative
Stock de souveraineté alimentaire au niveau région	Réfléchir sur un mécanisme de stock de souveraineté alimentaire au niveau région (ou districts) Assurer l'achats locaux, le stockage et la répartition dans l'espace (districts et communes) et dans le temps (période difficile)	Etat, Ministères, Région, DRAE, ONG, OP, ORN, Agriculteurs	Besoins de moyens importants et surtout de bonne gestion	PTF et projets divers, Organisation des NU,

3.4 Accompagnement des politiques publiques et de la réglementation

Objectif : Créer un environnement propice à la transition agroécologique grâce à des cadres institutionnels, financiers et éducatifs adaptés.

Le niveau des politiques publiques constitue un niveau important de mise en œuvre d'action pour accompagner et pour favoriser un environnement de la production vers une transition agroécologique effective. Plusieurs actions sont envisageables au niveau des politiques d'accompagnement, et peuvent être menées au niveau de décision régionale.

3.4.1 Accès aux semences – Dispositifs semenciers SQD

Le processus renforcement de l'accès aux semences constitue une politique nationale déjà engagée. Le développement de dispositif semencier basé sur les systèmes SQD (semences de qualité déclarée) a été déjà engagé et assez avancé dans la région Androy avec l'appui de la FAO et de l'UE. Cette initiative est à renforcer. Il est important d'assurer la disponibilité des variétés locales (toujours dans le système SQD). Assurer l'accessibilité à travers les différentes boutiques plus proches au niveau des districts et des communes.

Tableau 8 : Etapes pour poursuivre la démarche SQD dans la région

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Poursuivre la démarche SQD et assurer la continuité dans le temps	Mettre en œuvre la démarche Assurer le suivis et l'évaluation continue de la démarche mise en place Assurer l'interface recherche et développement dans le domaine Assurer l'accessibilité à travers des boutiques locales (districts et communes)	SOC, DRAE Projets et programmes, ONG d'appuis		Etat Banque Mondiale, UE, BMZ, FIDA, autres PTF
Déconcentrer l'appui à la certification de la production de semences	Déployer les capacités d'équipes régionales sur les questions semencières	SOC, DRAE Projets et programmes, ONG d'appuis	Capacités limitées de l'équipe centrale du SOC par rapport aux besoins du pays	Etat Banque Mondiale, UE, BMZ, FIDA, autres PTF
Partager les acquis avec d'autres régions	Faire des échanges avec d'autres régions	SOC Autres acteurs concernés	Officialiser l'existence de variétés locales performantes appréciées par les paysans	Etat PTF

3.4.2 Développer la formation à différents niveaux

Pour accompagner la TAE, il est important de développer une démarche de formation à différents niveaux en AE, et ce depuis la formation académique, en passant par la formation professionnelle au niveau des CEFAR (étatiques et privés), jusqu'à la formation de base.

La région Androy ne dispose pas d'Université agricole, mais l'université intègre les orientations climatiques. Il est important de développer une sensibilisation relative à l'agroécologie dans un premier temps au niveau de cette Université, auprès des corps professoraux. Une fois l'importance de l'agroécologie introduite, il est important de renforcer les compétences afin d'intégrer ou développer l'agroécologie en lien aux cours respectifs (lien avec le changement climatique). Il faut également développer les démarches d'accompagnement des étudiants sous forme de stage.

La région ne dispose pas aussi de CEFAR mais le centre le plus proche est l'EFTA de Bezaha (Région Atsimo Andrefana), où il y a eu déjà des démarches d'intégration de l'agroécologie mais en veille.

Les actions proposées ici concernent plus spécifiquement l'intégration de l'agroécologie en milieu scolaire (jardins scolaires), et la valorisation des produits issus de la démarche agroécologique pour la cantine scolaire. L'intégration de l'agroécologie dans les milieux scolaires font partie des mécanismes importantes à développer, et le nexus humanitaire et développement est à renforcer à travers cette démarche par : i) l'intégration de l'AE en milieu

scolaire Jardins scolaires, ii) la valorisation des produits issus de l'AE dans les cantines scolaires (issus des jardins scolaires et des parents autour/dans les blocs AE).

Des initiatives multi-acteurs existent dans ce domaine (différentes initiatives de projets et organismes). Ces initiatives méritent d'être renforcées ou mises en commun pour une collaboration à différentes strates d'intervention : développement, vulgarisation, promotion, mise à l'échelle.

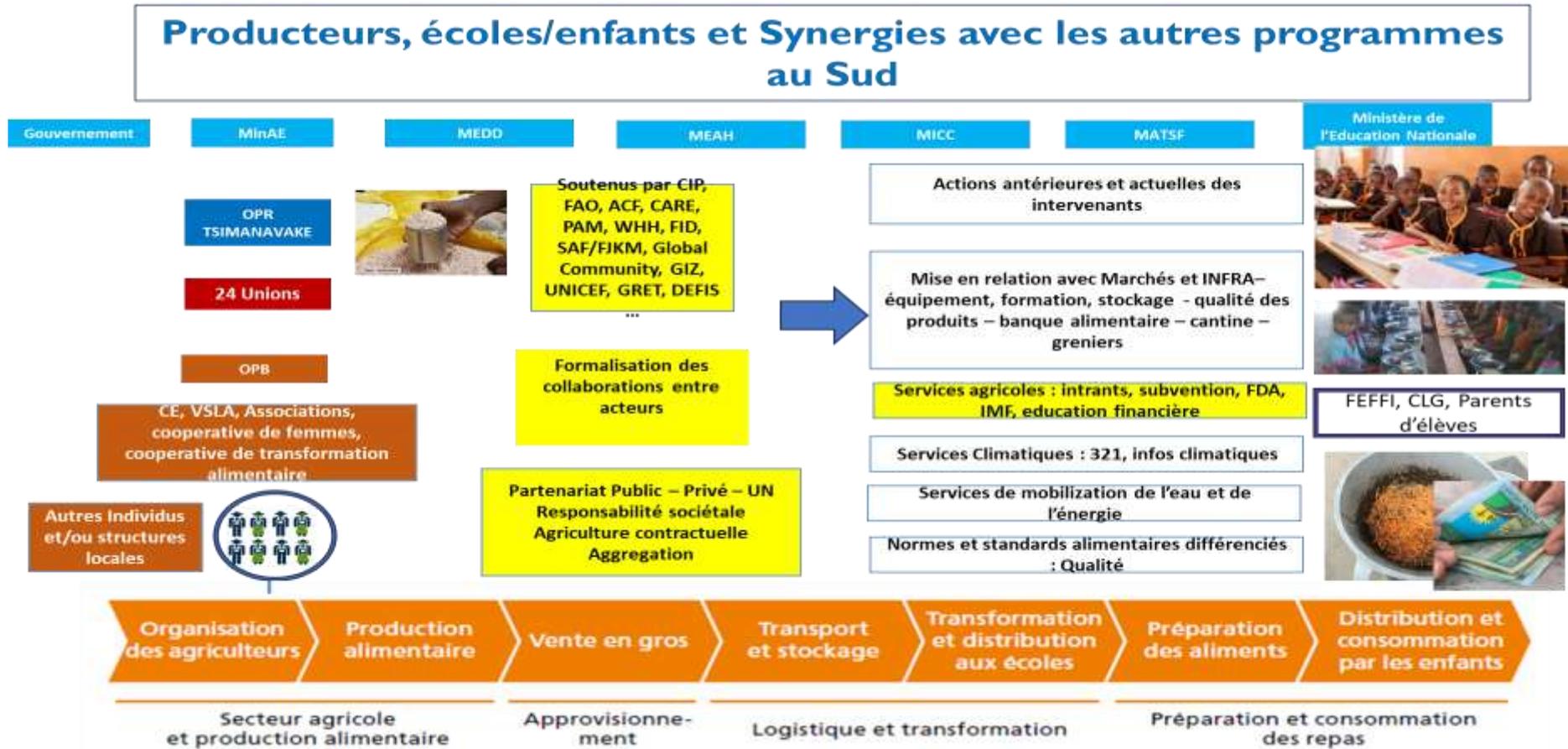
Tableau 9 : Initiative dans la démarche de jardins scolaires et cantines scolaires

En place / réalisé	Opportunité
GSDM : intégration de l'AE en milieu scolaire, jardin scolaire, différents démembrements / déconcentration s'occupant de la cantine scolaire : CLG et FEFFI avec CISCO, ZAP, MEN pour le moment cantine classique pour la plupart des écoles	Politique en faveur de l'alimentation scolaire favorisant la production Projet Gouvernemental avec BM/MIONJO/FAO/PAM/FIDA rassemble les acteurs : en cours de réalisation mettre en commun ces réflexions et initiatives
Argent au niveau de FEFFI par écolier	Convergence des actions et Nexus URG-Resilience-Developpement : - collaboration entre les 3 agences des UN basées à Rome FAO-PAM-FIDA/DEFIS - divers acteurs/domaines à associer / renforcer : Nutrition/AE ; AE/Cantine scolaire, AE/Environnement/RPF
Participation communautaire et Pérenisation : - les écoliers ramènent du bois et de l'eau 1L par écolier - Vente des bidons et sacs pour acheter du sel par le CLG	jardin orienté vers arbres et arbustes ...
Pilote PAM et AROPA/FIDA/MINAE en 2017 Jardin scolaire FAO D'autres initiatives	Eau à usage multiple
Coopération Sud Sud alimentation scolaire : PAM - DEFIS/FIDA intégrant le manioc et nécessitant de l'énergie et d'autres ingrédients réalisés	Opérationnalité Task force pour la cantine scolaire - AE
existence d'organismes d'appui comme à Beabo SOS village d'enfants encadrant les parents d'élèves	Extension des pratiques AE dans d'autres localités, nouvelles pratiques, transfert de compétences entre acteurs : communautés-communauté, communauté-organismes d'appuis (OA), entre OA
Mise en place de puits et de pompe par les acteurs Plusieurs localités n'ayant pas accès à de l'eau : certaines ont accès à des bassins de rétention d'eau ; Eau pour le maraîchage problématique : prix du bidon 2000 - 3000 Ar UNICEF : WASH, nutritionnelle,	Approche : Graduation des interventions en termes d'alimentation scolaire basée sur les productions locales dans le temps
CIP, CTAS, FAO, PAM ... : promotion des aliments locaux nutritifs et ASN : CUMA, PDCO, mil ...	Projet MIARO du PAM incluant la Communication pour le changement social et de comportement et l'Agriculture sensible à la nutrition, y compris les jardins potagers
Global community : importation de haricot et riz des USA - comment les réduire ?	Contractualisation entre écoles, producteurs surtout et le PAM : débouchés et développement de l'économie locale Cantine scolaire : opportunité de marché des produits locaux

Il est jugé important d'intégrer l'agroécologie au programme scolaire et dans les programmes de cantines scolaires pour plusieurs raisons :

- Pertinence et faisabilité technique : agroécologie pour les zones semi-arides et arides ;
- Production de matériaux locaux (bois de construction de bâtiments, tables, bancs) ;
- Education environnementale pour les écoliers / enfants et les adultes ;
- Assurance pour la sécurité alimentaire, la diversification alimentaire et les revenus (repas scolaires diversifiés, frais, sains, variés et amélioration de la situation nutritionnelle des élèves) ;
- Nécessité d'appropriation et contribution des communautés dans l'approvisionnement des cantines scolaires ainsi que leur pérennisation ;
- Inclusion de nouveaux bénéficiaires de toutes catégories socio-économiques dans le circuit/programme, participation de la communauté dans la dynamique économique, développement de la communauté, développement de partenariat et complémentarité des actions avec les autres acteurs intervenant dans les écoles) et appui aux groupements des parents pour développer des AGR et adopter des techniques de transformation alimentaire.

Figure 10 : Intégration multithématique et multi-acteurs des actions et synergies à développer



Source : Issue des groupes de travail avec l'appui du PAM

Tableau 10 : Démarches proposées pour renforcer les formations à différents niveaux

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Intégration de l'AE en milieu scolaire	<p>Développement des programmes, Développement des sites écoles ou des jardins scolaires</p> <p>Formation des enseignants et formateurs, et Formation des élèves</p> <p>Développement des visites-échanges</p> <p>Suivi-évaluation, partage et capitalisation des démarches et des connaissances</p> <p>Développement des partenariats Ecoles-entreprises locaux et orientation dans l'AE</p>	<p>MEN et branches régionales (DREN, CISCO), DEMC, OEMC, Formateurs, Ecoles, Enseignants, Elèves, ONG d'accompagnement, DRAE, FDA, ONN/ORN</p>	<p>Accès des intrants (semences et fertilisants non intégrés dans le budget des Ecoles)</p> <p>Encadrement technique pas continu</p> <p>Période des vacances (pas de suivis)</p> <p>Changement climatique</p>	<p>PTF, projets-programmes</p> <p>Etat via le MEN</p> <p>Organisation des NU</p> <p>FDA</p> <p>Autofinancement des Ecoles</p> <p>Secteur Privé (RSE)</p>
Réflexions pour alimenter les cantines scolaires	<p>Mise en lien des programmes de cantines scolaires et liens avec les produits des communautés</p> <p>Développement des partenariats entre les différents acteurs</p>	<p>MEN et branches régionales, ONN/ORN, Organisation des NU (PAM, FAO)</p> <p>Global communities</p>	<p>Lien séparé avec les actions de production agroécologique</p> <p>Faible valorisation des productions locales</p>	<p>PTF, projets-programmes</p> <p>Etat via le MEN</p> <p>Organisation des NU</p> <p>FDA</p> <p>Autofinancement des Ecoles</p> <p>Secteur privé en système RSE</p>

3.4.3 Améliorer le financement de l'agroécologie

Le développement de l'agroécologie est souvent confronté à des problématiques de continuité après l'arrêt d'un projet d'accompagnement. Ces pratiques durables nécessitent en effet de l'appui continu et les pratiques évoluent et s'adaptent, et nécessitent des échanges. Or, il manque souvent des incitations économiques ou des financements pour assurer la transition. Il est donc important de développer des mécanismes plus pérennes de financement. Il faut aussi s'assurer que les financements soient disponibles et arrivent dans les moments opportuns.

Parmi les pistes de financement, le dispositif FDA/FDAR fait partie des potentiels. Au niveau de la direction générale et nationale, l'agroécologie est de plus en plus priorisée. Certaines régions comme le cas de Vakinankaratra ont servi d'actions pilotes dans la priorisation de l'agroécologie. Il est aussi important d'intégrer la région Androy parmi les régions où l'agroécologie est traitée en priorité.

Des systèmes locaux d'épargne communautaire sont aussi développés dans différentes régions de Madagascar. Il s'agit des financements de type VSLA, AVEC, GVEC... Des cas de réussite sont rencontrés dans différentes régions à Madagascar, et il est important de développer le partage des acquis et le renforcement de cette démarche par les acteurs de la région Androy.

Tableau 11 : Quelques pistes pour renforcer le financement de l'agroécologie

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Prioriser l'agroécologie dans le dispositif FDAR	<p>Echanger avec le FDA national et les régions qui ont déjà entamé cette démarche.</p> <p>Réfléchir avec les acteurs de la région sur les mécanismes d'appui et notamment des appuis pluriannuels</p> <p>Développer des actions pilotes et capitaliser</p> <p>Mettre en œuvre à plus grande échelle la démarche</p> <p>Faire le suivi & évaluation pour renforcer la démarche</p>	<p>MINAE, Région</p> <p>FDA/FDAR</p> <p>Projets-Programmes</p> <p>OPR, OP</p> <p>ONG</p>	Manque de mécanisme d'appui pluriannuel	<p>MINAE</p> <p>FDA/FDAR</p> <p>PTF</p>
Développer les démarches d'épargne locale (AVEC, GVEC, VSLA...)	<p>Faire l'inventaire des initiatives déjà développées localement</p> <p>Faire des échanges sur les initiatives développées dans d'autres régions</p> <p>Renforcer la mobilisation de financement d'épargne communautaire</p>	<p>Région, DRAE</p> <p>Projets-Programmes</p> <p>OPR, OP</p> <p>ONG</p>		<p>PTF</p> <p>Projets - programmes</p>

3.4.4 Renforcer les actions de recherche participative

La contribution de la recherche est importante dans la démarche d'accompagnement de la TAE. Il est de plus en plus important et notamment dans l'accompagnement de l'AE de développer des actions de recherche participative et de recherche-action. Il est important de collaborer avec les agriculteurs la valorisation des connaissances locales, et pour expérimenter de nouvelles pratiques et technologies adaptées pour la région.

Il est également important de valoriser les résultats de recherche auprès des cibles (acteurs, bénéficiaires) et d'adapter les messages de façon compréhensible suivant les acteurs.

Parmi les pistes de recherche-action évoqué par les acteurs :

- Recherche sur l'efficacité des produits agroécologique de traitement (insecticide principalement mais aussi les maladies)
- Promouvoir des études sur les cultures résistantes au climat et les techniques de restauration des sols, analyse des apports des plantes améliorantes
- Analyses économiques et analyses des filières (CdV)
- Etudes en continu ou ponctuelles de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en mettant en lien avec les travaux autour de « vivres contre actifs » pour mieux renforcer le nexus humanitaire et développement.

Tableau 12 : Démarche pour développer la recherche action (ou recherche participative)

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Recherche-action	Développer dans chaque initiative des pistes de recherche-action et des recherches participatives Orienter des sujets de recherche suivant la demande	FOFIFA, autres organismes de recherche, Projets-programme	Faible financement de la recherche	Etat PTF Projets-programmes
Implication dans la gouvernance participative	Intégrer les acteurs de recherche dans les plateformes de concertation	Région, FOFIFA, autres acteurs concernés dans la gouvernance participative	Faible financement de la recherche	Etat PTF Projets-programmes

4 Structure de gouvernance participative et suivis-évaluation

4.1 Renforcer la mobilisation des acteurs

La mobilisation des acteurs reste importante que ce soit dans le processus d'élaboration de la stratégie, que dans la mise en œuvre de la stratégie plus tard.

4.1.1 Renforcer les échanges et rencontres entre acteurs

Les acteurs devraient être sensibilisés de façon permanente sur les enjeux et les objectifs de la transition. Cette démarche d'élaboration de la stratégie depuis les premières étapes va dans ce sens. Les sensibilisations dans cette optique devraient être menées de façon continue pour assurer une permanente prise de conscience.

4.1.2 Encourager la participation active de différents types d'acteurs

Il est aussi important d'encourager la participation active des agriculteurs, des chercheurs, des organisations de la société civile et des décideurs locaux. Il est important de développer la complémentarité des activités entre acteurs régionaux.

Il est important d'inviter d'autres acteurs de développement et des bailleurs de fonds dans les ateliers de travail (ne pas se limiter entre les acteurs sensibilisés).

4.1.3 Développer une stratégie de changement de comportement

La sensibilisation des acteurs devrait se faire de façon permanente (ex : en réunion de cluster SAMS ou d'autres types de rencontres).

Il est important de diversifier les moyens de diffusion des informations en AE (ex : SMS, Radio, animations de masse, ...) et de développer des sessions spécifiques sur l'agroécologie à la radio.

4.1.4 Mettre en place des programmes de formation et de partage de connaissances

Il est important d'organiser des occasions annuelles de foires agroécologiques (annuelle, autre). La mise en place d'un stand au niveau des marchés sur des produits spécifiques en agroécologie (semences, produits agricoles, produits transformés).

L'organisation des concours en agroécologie a été sollicité.

Des formations et échanges sont à développer pour les responsables étatiques et publics à tous les niveaux (directeurs et responsables) et jusqu'aux décideurs locaux de proximité (chef fokontany). De même, il est important d'organiser des visites-échanges et de partage d'expériences inter-régional et inter-communal.

4.2 Plateforme de concertation et de collaboration pour animer la suite

Au niveau de la région, il y a plusieurs groupes de discussions ou de coordination thématique (Cluster SAMS, cluster WASH, groupe thématique agrométéorologique, sous-cluster Nutrition). Ces clusters restent très thématiques et coordonnent principalement les actions, les zones d'intervention avec des objectifs plus axés sur le rapportage.

Pour la transition agroécologique, il a été jugé important de développer un groupe de travail et de réflexions, et assurant les réflexions et interactions multithématiques et multi-acteurs. Les acteurs proposent ainsi de créer un **Cercle de Réflexion Agroécologique** ou « **Agroecology Working Group** » à différents niveaux (National, Régional, District). Les acteurs de la région Androy se propose de créer ainsi ce groupe de travail ou cercle de réflexion au niveau régional dans un premier temps.

- Coordination : elle est assurée par la Région (Gouvernorat) qui peut mobiliser les parties prenantes vue que le cercle de réflexion doit réunir différents secteurs. Comme l'AE permet de renforcer le Nexus humanitaire, développement et paix, avec une approche holistique, cette plateforme devrait aussi permettre la coordination multilatérale entre les différents clusters.
- Animation : elle sera assurée par le CTAS (Lead le développement de l'Agroécologie), le TTMR (Plateforme qui réunit les producteurs), et la FAO (organisation qui lead les innovations)
- Organisation : il a été proposé de créer 2 Points focaux par organisation
- Concertation : ce groupe de travail ou cercle de réflexion devrait être opérationnelle pour des échanges et des discussions en continue, avec des organisations de réunion systématique (et thématiques). Les réflexions du cercle doivent être des bases de réflexion dans l'écriture des projets au niveau National/International
- Financement : au niveau des projets, il faut essayer de trouver des lignes de financements pour les animations. Le financement des temps de réflexions (regroupement) peut aussi être tournant.
- Visibilité : Il est important d'assurer la visibilité du groupe de travail, à travers les réflexions et aussi par des signes spécifiques (à réfléchir ultérieurement).

Afin de concrétiser cette approche, il est important de faire une visite au niveau de la Région (Gouvernorat) pour la présentation de la stratégie avec quelques représentants des acteurs contribuant à son élaboration.

Des animations au niveau national sont aussi à faire (avec l'appui du GSDM) auprès des bailleurs de fonds, des coordinations nationales des clusters, du groupe des Nations Unies, du secrétariat multi-bailleurs...

4.3 Assurer le suivi & évaluation à différents niveaux

Il est important d'assurer des suivis et évaluations des actions et de leurs impacts. Dans cette démarche d'accompagnement de la TAE, plusieurs niveaux sont touchés, avec différents indicateurs correspondants (sans être exhaustif) :

- Pour les ménages agricoles :
 - % d'agriculteurs formés appliquant des pratiques agroécologiques.
 - Augmentation de la productivité ou des revenus issus des systèmes agroécologiques.
- Pour le paysage :
 - Surface aménagée en blocs agroécologiques ou autres aménagements (hectares).
 - Amélioration de la qualité des sols (matière organique).
- Pour les filières agricoles :
 - Nombre de produits accompagnés et volume vendu.

- Valeur ajoutée générée localement grâce à la transformation.
- Pour les politiques publiques :
 - Nombre de réglementations favorisant l'agroécologie.
 - Budget alloué à la transition agroécologique au niveau régional.
 - Mécanismes de concertation fonctionnels

Le cadre logique pour cette stratégie régionale de la TAE de l'Androy est développé en annexe 2. Ce cadre logique montre les différents niveaux d'intervention, les objectifs, les différents mécanismes et les actions correspondantes, ainsi que les indicateurs clés, définit avec les acteurs. Il s'agit de jalons pour accompagner cette stratégie régionale mais qui restent à développer pour chaque initiative qui constituera la mise en œuvre

5 Conclusion

Cette stratégie constitue un outil important pour accompagner la TAE des systèmes agricoles et alimentaires dans la région Androy. Elle s'aligne et contribue à la mise en œuvre du Plan Régional de Développement de la région Androy. L'Agroécologie devrait aussi être insérée et bien intégrée dans ce PRD pour être appliquée au niveau des structures de décentralisation.

Cette stratégie a été établie dans une démarche participative depuis la phase de diagnostic et tout au long de la démarche. Elle s'est basée aussi sur les expériences avérées des acteurs, et des mécanismes d'accompagnement déjà testés dans la plupart des cas.

Les mécanismes proposés vont principalement dans le sens de **développement et de renforcement du Nexus humanitaire, développement et paix.**

Annexe

Annexe 1 : Les pratiques adaptées dans la région Androy en lien aux 13 principes de l'AE

Les principes agroécologiques restent pour certains acteurs assez flous. Il est important de les découler en pratiques qui ne se limitent pas aux pratiques agricoles, mais des pratiques agroécologiques suivant différents niveaux. Cette partie de réflexion a été menée en plénière sur un tableau avec des systèmes de post-it basé sur la contribution de l'ensemble des acteurs. Cela s'est traduit par la question suivante : **Quelles pratiques agricoles et alimentaires durables suivant les 13 principes et les différents niveaux d'intervention allons-nous développer dans la région Androy ?**

Les différents niveaux ainsi que les principes correspondants sont (cf annexe 4 pour quelques éléments de définition des principes – distribué aux participants) :

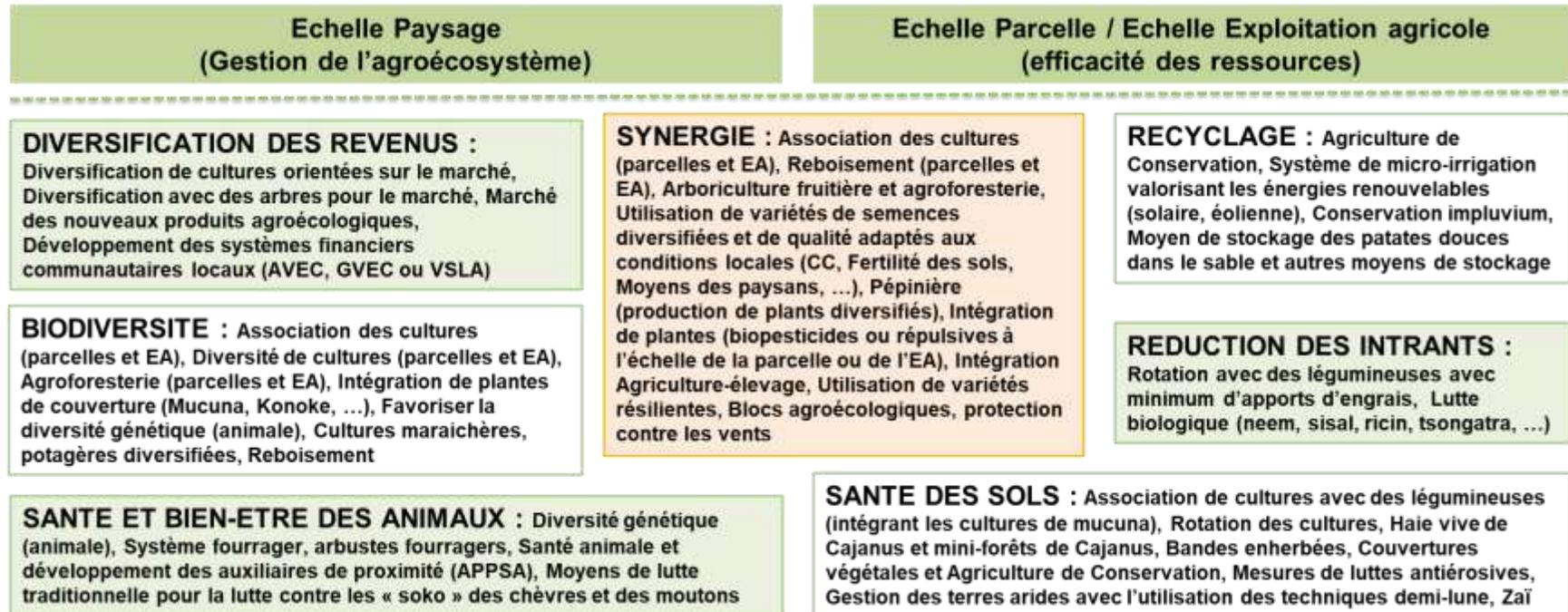
- Niveaux parcelles / atelier d'élevage / exploitation agricole : Recyclage, Réduction des intrants, Santé des sols, Santé et bien-être, Biodiversité, Synergie, Diversification des revenus
- Niveau agroécosystème (paysage) : Santé des sols, biodiversité, synergies
- Niveau Marché, alimentation, intrants, chaînes des valeurs (système alimentaire) : Valeurs sociales et type d'alimentation, Equité, Connectivité (au marché), Diversification économique
- Niveau Société et Politiques publiques : Co-crédation de connaissances, Participation, Equité, Connectivité (sociale), Gouvernance des terres et des ressources naturelles

Les différentes pratiques suivant les niveaux adaptés dans l'Androy selon les acteurs



Ces différentes pratiques proposées par les acteurs et déjà adaptées dans les différentes zones de la région Androy ont été retranscrites en annexe 1. Ces pratiques sont très détaillées, et reflètent les différentes pratiques actuelles suivant les 13 principes de l'AE.

Pratiques correspondant aux échelles des Exploitations agricoles et du paysage



Pratiques correspondant aux échelles des Systèmes alimentaires, et aux niveaux politiques et sociales

Chaînes des valeurs, marché (Système alimentaire)	Equité Sociale, Politiques publiques
<p>CONNECTIVITE : Foire régionale ou nationale pour exposition des produits agroécologiques, Appuis matériels des producteurs, Mise en place de prestataires de services locaux pour semences (PMS), pépinières (pépiniéristes), mise en lien avec un réseau de producteurs de semences, Initiatives de transformation ou de marché des produits des agriculteurs, Organisation de visites-échanges, Implication du secteur privé avec les appuis publics et les appuis des bailleurs</p>	<p>CO-CREATION DE CONNAISSANCE : Capitalisation et mise à l'échelle des bonnes pratiques, Approche « paysans - paysans », Organisation de visites-échanges, Accompagnement des universités et des formations professionnelles, Améliorations et partage des pratiques locales, Intégration de l'agroécologie en milieu scolaire, Formation, sensibilisation et éducation au niveau de la population locale sur les pratiques agroécologiques, Evaluation participative des techniques et des approches, Recherche participative</p>
<p>EQUITE : Approche genre, inclusivité et participation des jeunes, Contribution des femmes dans les activités économiques de l'exploitation, Participation des hommes durant les séances de nutrition et préparation de nouvelles recettes (démonstration alimentaire), Chef : gestion au niveau des ménages agricoles, Collaboration multi-acteurs, Aides communautaires</p>	<p>GOVERNANCE DES TERRES ET RESSOURCES NATURELLES : Nexus Humanitaire – développement et paix, Eviter la distribution gratuite tout en incitant à la participation des bénéficiaires, Amélioration de la gouvernance locale et participation, Amélioration des semences (ressources végétales), Systèmes SQD, Gouvernance pour la mise en place de mécanismes d'incitation à la prise en charge des activités (planification) Sécurisation foncière, Planification des actions de développement intégrées multi-acteurs et gouvernance de la transition agroécologique.</p>
<p>VALEURS SOCIALES ET TYPE D'ALIMENTATION : Valorisation des produits agricoles locaux (soroba : tsako + voanemba), et des produits agroécologiques dans les écoles et dans les approches d'urgences, Valorisation des arachides et des patates douces à chair orange, Utilisation des semences de variétés locales, Transformation des produits agricoles au niveau local</p>	<p>PARTICIPATION : Production de semence locale (avec le système SQD) et des semences paysannes, Sélection participative des variétés, Changement de comportement, Vivres contre actifs : piste, PPI, reboisement, Groupe d'écoute (care group), Orientation des projets financés vers l'adoption de l'agroécologie, Mise en place des structures locales et pérennes (Paysans relais, femmes leaders, paysans pilotes, Paysans référents, pépiniériste)</p>

Il faut noter que ces pratiques sont nombreuses mais elles souvent menées de façon séparée entre acteurs. Très souvent, les acteurs se partagent entre zones d'intervention, qui font que les agriculteurs ne reçoivent pas les appuis de façon intégrée. Il est vraiment nécessaire et important de mettre en exergue les liens entre ces différentes pratiques au niveau de la région et de développer dans chaque intervention ou dans chaque localité une approche holistique.

Annexe 2 : Cadre logique pour la stratégie régionale de la TAE de l'Androy et indicateurs clés

Niveau d'accompagnement	Objectif	Mécanismes	Indicateurs
Accompagnement au niveau des ménages agricoles	Améliorer les pratiques à l'échelle des exploitations pour garantir leur viabilité économique, écologique et sociale.	Sensibilisation, formation technique-thématique et renforcement des capacités	Au moins 50% des agriculteurs intensifient les pratiques agroécologiques au sein de leurs exploitations agricoles (dans un processus d'intensification des pratiques et plusieurs principes développés) (dont au moins 30% sont des femmes)
		Développer des mécanismes d'accompagnement éprouvés	Au moins un paysan relais assurant la formation et l'accompagnement des paysans par fokontany officiel Au moins 01 site vitrine par district montrant l'intensification agroécologique est entretenu
		Accompagner la structuration	06 OPR dans la Région fournissant des services répondant aux besoins des paysans, en lien avec le développement de l'AE (accès aux semences, intrants, fertilisation, matériel, renforcement de capacité, commercialisation, transformation) Au moins 03 PR, offrant des services de formation et d'accompagnement au niveau d'une commune, sont opérationnels
Accompagnement dans la gestion du paysage	Gérer durablement les ressources naturelles à l'échelle du territoire pour renforcer la résilience globale.	Développer des approches paysages durables (avec la démarche RPF)	La ceinture de protection de dune entre Tanandava et Faux Cap est installée à 70% d'ici 2035 Le Groupe de Travail RPF est créé pour assurer la suivi de la démarche RPF au niveau de la Région Chaque Commune possède un outil de planifications communale pour la démarche RPF
		Favoriser le développement des blocs agroécologiques	Au moins 20 000 Ha de blocs agroécologiques d'ici 2035
Accompagnement de la chaîne des valeurs et des filières agricoles	Restructurer les chaînes de valeur pour soutenir les produits agroécologiques et générer de la valeur ajoutée, tout en les	Développer une démarche de chaîne des valeurs et filières agroécologiques	Au moins 10 spéculations agricoles (arachide, cajanus, Mil, sorgho, patate douce, manioc, agrume, oignon, ail, cactus) ayant des marchés internes et externe à la région Androy établies Le volume de production pour les filières agroécologiques est augmenté de 50%

Niveau d'accompagnement	Objectif	Mécanismes	Indicateurs
	valorisant dans les dispositifs d'aide humanitaire	Développer la création de valeur ajoutée pour les produits locaux	Au moins 1 GCV par commune fonctionnel Au moins 1 Banque de semences installée dans la Région Au moins 01 boutique d'intrant par commune Au moins 01 Stock de souveraineté alimentaire au niveau Région
		Développer la consommation des produits agroécologiques	100.000 ménages consomment les produits agroécologiques
Accompagnement des politiques publiques et de la réglementation	Créer un environnement propice à la transition agroécologique grâce à des cadres institutionnels, financiers et éducatifs adaptés	Accès aux semences – Dispositifs semenciers SQD	Au moins 50 variétés homologuées sont multipliées et mises à disposition au niveau des paysans
		Développer la formation à différents niveaux	Au moins 50% des écoles développent des jardins scolaires et y intègrent les cantines scolaires valorisant les produits agroécologiques
		Améliorer le financement de l'agroécologie	Le FDAR priorise les appuis en agroécologie Au moins 01 VSLA installé dans tous les fokontany
		Renforcer les actions de recherche participative	Au moins 03 réunions recherche-développement (définition sujet de recherche, installation recherche, partage travaux de recherche) sont tenues avec le cercle de réflexion AE